

Évaluation des données de l'urbanisation en Afrique

Table de matières

Avant-propos	ii
Remerciements	iii
I. Introduction	1
II. Dimensions démographiques de l'urbanisation.....	3
A. Degré d'urbanisation.....	4
B. Des mesures dynamiques d'urbanisation (rythme d'urbanisation).....	9
C. Concentration et la répartition de la population urbaine sur le territoire national	10
D. Composantes de la croissance démographique urbaine.....	12
III. Sources secondaires de données urbaines	13
A. Statistiques urbaines obtenues des sources administratives.....	13
B. Estimations de la Division de la population des Nations Unies	14
C. Organismes de recherche et projets de données des universités.....	15
IV. Dimensions économiques de l'urbanisation	16
A. Indices de fonctions urbaines.....	17
B. Taux de participation au marché du travail et localisation des activités économiques dans l'espace urbain.....	20
C. Valeur et tarifs des terrains urbains.....	22
D. Privation de revenus en ville.....	23
V. Dimensions environnementales de l'urbanisation avec une référence spéciale au centre-ville (Objectif 11) des objectifs de développement durable....	25
A. Populations des bidonvilles.....	25
B. Utilisation des terres, périurbanisation et ruralisation des villes	26
C. Transport, mobilité et accessibilité	27
D. Traitement des déchets et résilience des villes.....	29
VI. Conclusions et recommandations pour le renforcement des statistiques urbaines en Afrique	31
Annexe 1: Données urbaines sélectionnées dans les recensements de la population par pays africain	34
Annexe 2: Séquence, dimensions et variables au niveau de la ville	38
Annexe 3: Objectifs de développement durable en référence à l'Objectif 11 : Objectifs du centre-urbain.....	39
Références	40

Avant-propos

Au cours des dernières décennies, l'Afrique s'est employée à améliorer la qualité, la disponibilité, l'exactitude, et la collecte des données pour mieux inspirer la planification et la gestion urbaines. Alors que les pays se heurtent encore à des difficultés techniques, politiques et institutionnelles, nous nous sommes engagés, en tant qu'institution, à soutenir les efforts visant à améliorer l'étude des données et des statistiques de l'urbanisation.

À ce jour, plusieurs initiatives ont permis de renforcer la capacité statistique des pays, y compris l'introduction de mécanismes de coordination et de l'économie politique sur les données et les statistiques. L'Afrique est maintenant mieux placée pour comprendre le retard qu'elle accuse dans le domaine des statistiques et de la collecte des données, les causes de ce retard et la meilleure façon de le rattraper.

Si elle est bien gérée, la relation entre les dispositions institutionnelles régissant les systèmes statistiques nationaux en ce qui a trait à la production efficace et rapide des données, peut contribuer à combler l'absence de données.

Le cycle actuel des recensements décennaux de 2020 en Afrique, les engagements régionaux et mondiaux sur la planification et le développement urbains, y compris le Nouveau Programme pour les villes, l'Agenda 2063 pour l'Afrique et les objectifs de développement durable offrent tous des possibilités d'améliorer la qualité des données du développement urbain recueillies aux niveaux national et infranational.

Je suis encouragé par la réceptivité des pays à l'amélioration des données et des statistiques de l'urbanisation et réitère l'engagement de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) à soutenir les efforts nationaux et régionaux visant l'amélioration des dites données et statistiques.

Je forme l'espoir que cette évaluation des données et statistiques de l'urbanisation en Afrique soit utile à tous les acteurs de la planification et du développement urbains et donne un aperçu des aspects à améliorer.

Remerciements

Le présent rapport a été préparé sous la direction du Secrétaire général adjoint et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, M. Carlos Lopes. Il a été élaboré par le personnel de la Section de l'urbanisation de la Division des politiques de développement social de la Commission économique pour l'Afrique (CEA).

Auteurs

Auteur principal : M. Gabriel Tati
Ont également contribué : M^{me} Edlam
Abera et M^{me} Sandra Zawedde Yemeru

Équipe technique de la CEA

Orientation générale : M^{me} Takyiwaa
Manuh
M^{me} Edlam Abera Yemeru
M^{me} Semia Solange Guermas de Tapic
Chef de projet : M^{me} Sandra Zawedde

Équipe administrative de la CEA

M^{me} Tigist Eshetu.
M^{me} Meaza Molla
M^{me} Deborah Abebe
M. Abraham Kassa

Évaluation par les pairs

M^{me} Eweama Patricia Mgbechi
National Bureau of Statistics, Nigéria
M. Mahamadou Alzouma
Institut national de la statistique, Niger
M. Banza Baya
Institut national de la statistique, Burkina
Faso
M. Magloire Constantin Dopamas
Institut centrafricain de la statistique,
République Centrafricaine
M. Iven Sikanyiti
Central Statistical Office, Zambie
M. Ibrahima Ba
Institut national de la statistique,
Côte d'Ivoire

M^{me} Manal Fathy Abdel Aziz
Central Agency for Public, Égypte
M. Melchor Nve Mba Avomo
Instituto Nacional de Estadística, Guinée
équatoriale
M. Paul Roger Libite
Institut national de la statistique, Cameroun
M^{me} Pamela Nabukhonzo Kakande
Uganda Bureau of Statistics
M. Asalfew Abera
Central Statistics Agency, Éthiopie
M. Serge Constant Bounda
Bureau de liaison du Fonds des
Nations Unies pour la Population
(FNUAP), de la CEA et de l'Union
africaine (UA) en Éthiopie
M. Samuel Kissi
Bureau de liaison du FNUAP,
Éthiopie
M. Mady Biaye
FNUAP
Bureau régional Afrique orientale et
australe, Afrique du Sud
M^{me} Amal Elbeshbishi
Commission économique pour
l'Afrique, Éthiopie
M^{me} Mamusa Siyunyi
Commission économique pour l'Afrique,
Éthiopie
M. Raj Gautam Mitra
Commission économique pour l'Afrique,
Éthiopie

M. Ayenika Godheart
Commission économique pour l’Afrique,
Éthiopie

M. William Muhwava (PhD)
Commission économique pour l’Afrique,
Éthiopie

M^{me} Melat Getachew
Commission économique pour
l’Afrique, Éthiopie

M. Kalkidan Assefa
Commission économique pour
l’Afrique, Éthiopie

M^{me} Grace Chisamya
Commission économique pour l’Afrique,
Éthiopie

M^{me} Fidelia Dake
Commission économique pour l’Afrique,
Éthiopie

Soutien éditorial

M. Michael Gibson

Traduction

Section Traduction de la CEA

Conception et présentation

M. Yohannes Teshome

M^{me} Fedros Issa

Impression

Imprimerie de la CEA sous la direction de
M. Charles Ndungu.

I. Introduction

L'importance de l'urbanisation comme moteur de la croissance inclusive et de la transformation structurelle en Afrique est maintenant bien reconnue à l'échelle mondiale, régionale et nationale. Au niveau mondial, l'inclusion d'un objectif particulier sur les villes et les établissements humains dans le programme pour le développement durable à l'horizon 2030 constitue une étape importante dans la réalisation de ces objectifs. Au niveau régional, l'Agenda 2063 de l'Union africaine et la Position commune africaine sur le programme de développement pour l'après-2015 soulignent tous le rôle de l'urbanisation dans la vision africaine de la transformation. En outre, la Position commune de l'Afrique à la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Position commune africaine pour Habitat III), approuvée par les chefs d'État en juillet 2016, consolide l'engagement de la région à se servir de l'urbanisation comme moteur de transformation. Au niveau national, les pays africains ont réalisé des progrès dans l'élaboration des politiques et stratégies visant à tirer profit du processus d'urbanisation pour renforcer le développement. La réalisation de ces objectifs liés à l'urbanisation nécessitera de solides données et statistiques pour le suivi et la mise en œuvre de politiques et stratégies connexes. L'un des principaux objectifs du programme d'urbanisation de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) est de soutenir les États membres dans le renforcement de leurs données et statistiques urbaines pour la formulation, la mise en œuvre et le suivi efficaces des politiques. L'expérience varie selon les pays. Beaucoup dépend de la priorité que chaque gouvernement accorde aux différents ensembles de statistiques urbaines et, par conséquent, de sa volonté d'affecter du personnel et d'autres moyens à leur production, à long terme.

La présente étude fait l'état des statistiques urbaines en Afrique, en vue de guider les États membres dans la collecte et l'analyse des statistiques urbaines dans le cadre des priorités et de la vision de l'Afrique, de l'Agenda 2063 de l'Afrique, et le programme pour le développement durable à l'horizon 2030 (les objectifs de développement durable). Elle permettra de renforcer les indicateurs de développement urbain dans le Programme mondial de recensements de la population et des logements de 2020, ainsi que la normalisation des définitions et concepts urbains prescrits dans le Supplément africain aux Principes et recommandations concernant les recensements de la population et des logements, révision n°3.

L'étude a pour objectifs :

- a) De décrire les indicateurs pertinents de l'urbanisation réalisés par les pays africains au cours des dernières années ;
- b) D'évaluer la qualité de ces indicateurs ;
- c) D'identifier les indicateurs qui ne sont pas actuellement produits mais qui restent souhaitables notamment dans la mise en œuvre de l'Objectif 11 (voir annexe 3) des objectifs de développement durable ;
- d) D'évaluer dans quelle mesure les indicateurs produits en Afrique permettent de surveiller les progrès réalisés dans l'intégration de statistiques urbaines dans la planification du développement national global ;

e) D'évaluer l'expérience de l'Afrique dans la production des indicateurs pertinents sur la base des recommandations du Programme mondial de recensements de la population et des logements (2020) en ce qui concerne la collecte, le traitement et l'analyse des données relatives à la dynamique urbaine ;

f) D'évaluer la possibilité d'améliorer le Programme mondial de recensements de la population et des logements (2020) en se concentrant davantage sur les indicateurs choisis pour l'urbanisation en général, et plus particulièrement sur ceux qui concernent le centre urbain dans les objectifs de développement durable (Objectif 11), et en y ajoutant des indicateurs lorsqu'il en manque.

L'étude propose un examen critique des données disponibles sur les zones urbaines et la dynamique de l'urbanisation, les différentes sources de données et les recommandations qui pourraient améliorer la collecte, la mesure et la diffusion d'indices sur les principales dimensions de l'urbanisation. Elle intervient à un moment où les bureaux nationaux de statistiques des pays africains sont appelés à répondre à trois questions méthodologiques et analytiques d'une importance capitale liée à l'acquisition de connaissances sur la situation urbaine aux niveaux national et local.

La première question porte sur une définition claire et précise de la ville, du village ou de la zone rurale, pour la collecte et la compilation des données sur les zones urbaines. La deuxième question a trait à la mesure de l'urbanisation au sens statique (à un moment donné, souvent pris comme date de référence du recensement) et dynamique. Pour une étude quantitative et comparative de l'urbanisation, un consensus doit être trouvé sur le choix des méthodes de mesure des indices et des métriques pour permettre l'observation, la quantification et l'évaluation du processus dans l'espace et dans le temps. La question de la mesure est rendue plus complexe par le fait qu'elle englobe deux aspects : d'une part, la mesure des tendances actuelles et passées de l'urbanisation ainsi que les composantes actuelles et passées de la population urbaine (manipulations statistiques des données actuelles) ; et, d'autre part, l'anticipation des tendances et des niveaux d'urbanisation futurs (par la production de nouvelles données basées sur des hypothèses reposant sur l'analyse des données actuellement disponibles). La troisième question porte sur la production de données décrivant les conditions de vie des citoyens en zone urbaine, elles-mêmes soumises à des changements environnementaux et autres.

Le cadre conceptuel proposé pour la présente évaluation des données de l'urbanisation place ainsi les villes principales et les villes secondaires dans un contexte à la fois régional et national. Les changements temporels que connaissent le centre-ville et la périphérie sont démographiques (taille et croissance de la population), socioéconomiques et environnementaux (conditions de vie) et donnent naissance à des formes particulières de réseau de villes. Après l'ère coloniale, les villes principales ont certainement connu une croissance rapide (capitales nationales) contre une stagnation des villes secondaires. Avec les améliorations enregistrées dans les transports, la communication et l'exploitation des ressources économiques, le système des villes est devenu plus complexe sur le plan fonctionnel dans la période qui a suivi les indépendances, et sa capacité d'intégration a augmenté avec l'élargissement du secteur informel et un mouvement accru des produits de base et des personnes entre la ville principale et les villes secondaires. Si une aggravation de la polarisation peut encore s'observer entre le centre et la périphérie, cette différence s'explique par la variation des taux de croissance, et non par le déclin ou la stagnation de la périphérie. La croissance des centres urbains (capitales régionales et autres villes) dépend de l'évolution des secteurs agricole, formel et informel. La croissance

rapide (sur les plans démographique et socioéconomique) de nombreuses villes et communes périphériques, à des rythmes plus rapides que ceux des villes principales aboutit à la diminution de la primauté du système de villes. Cependant, les villes principales conservent la prédominance dans le système des villes en raison de leurs fonctions économiques (et politiques) plus complexes qui leur permettent de contrôler et coordonner les échanges économiques internationaux et nationaux.

Les théories développées sur le système des villes mentionné ci-dessus suggèrent une appropriation de l'évolution spatio-temporelle de l'urbanisation par l'adoption de critères et d'indicateurs portant sur les aspects démographiques (taille de la population et taux de croissance démographique), socioéconomiques (conditions de vie) et durables. Dans cette optique, l'évaluation à retenir s'aligne sur les objectifs d'évaluation du centre urbain intégrés dans les objectifs de développement durable.

Le présent rapport est structuré comme suit :

- a) Le chapitre II donne une description exhaustive des indicateurs qui permettent de mesurer la dimension démographique de l'urbanisation sur les plans statistique et temporel ;
- b) Le chapitre III examine certaines autres sources de statistiques plus ou moins liées à l'urbanisation, suivie d'une analyse séparée des données produites par la Division de la population de l'ONU, des organismes de recherche universitaires et des services administratifs ;
- c) Le chapitre IV donne un aperçu des statistiques sur les conditions de vie et les villes durables ;
- d) Le chapitre V présente une synthèse des données pertinentes pour les objectifs de développement durable ;
- e) Le chapitre VI propose quelques recommandations pour renforcer la production et l'utilisation des statistiques urbaines en Afrique.

II. Dimensions démographiques de l'urbanisation

Ce chapitre examine les méthodes adoptées par les pays pour mesurer l'urbanisation à l'aide des données du recensement. Comme le soulignent la plupart des analyses de situation, les critères de définition des zones urbaines varient fortement d'un pays à l'autre en Afrique. Les mesures d'urbanisation existantes ne peuvent être adaptées aux contextes régional et international étant donné l'absence de concepts et définitions harmonisés des zones urbaines et même des processus d'urbanisation.

Les changements touchant les zones urbaines étant multiformes, l'urbanisation devrait également être considérée comme un phénomène multidimensionnel (Tienda *et autres*, 2006 ; Liu *et autres*, 2005). Ce qui implique qu'aucune mesure du degré d'urbanisation ne saurait s'appliquer efficacement à toutes les politiques ou recherches. Les niveaux d'urbanisation existent sur un continuum. Parmi les mesures statiques permettant de déterminer le degré d'urbanisation pour évaluer et comparer les changements enregistrés, on peut citer la proportion de la population vivant dans les zones urbaines ; le ratio population rurale-population urbaine ; la taille de l'agglomération de résidence de l'habitant moyen ; la taille moyenne de la

population ; le nombre de domaines relevant des zones urbaines et les changements dans la répartition de la population entre les zones urbaines et rurales.

Les facteurs utilisés actuellement en Afrique pour identifier et délimiter les zones urbaines sont les zones de densité, la prévalence de certaines caractéristiques sociales et/ou économiques dans la population, et le statut administratif des régions.

Étant donné que la définition de ce qui constitue une zone urbaine et les pratiques pour la délimiter varient considérablement d'un pays à l'autre, et même à l'intérieur d'un pays, il existe un large éventail de techniques pour mesurer les dimensions démographiques de l'urbanisation. Les sections subséquentes de cette évaluation détaillent les techniques souvent utilisées par les urbanistes et les décideurs pour mesurer l'urbanisation.

Plus précisément, les dimensions démographiques d'une urbanisation de grande comprennent le degré d'urbanisation, l'évolution de cet indicateur, la répartition de la population urbaine, sa distribution et la dispersion, et les composantes de la croissance urbaine. La présente section expose, au-delà des dimensions démographiques, les conditions de vie des populations urbaines et leur relation avec les changements environnementaux.

A. Degré d'urbanisation

Le degré d'urbanisation donne la mesure statistique du nombre absolu ou relatif de personnes vivant dans les zones urbaines, ou localités définies comme telles sur la base de critères nationaux. Le degré d'urbanisation est une mesure statique obtenue à partir de différents indicateurs fournis par les recensements de la population.

En général, il existe en Afrique deux principaux types d'indicateurs utilisés pour mesurer le degré d'urbanisation : la proportion ou le pourcentage de la population totale vivant dans des zones urbaines, et la population urbaine totale d'un pays. Dans la plupart des cas, la mesure de l'urbanisation porte essentiellement sur le pourcentage de la population totale vivant dans des zones urbaines. Cette approche comporte cependant un certain nombre de lacunes lorsqu'on mesure le degré d'urbanisation.

1. Pourcentage de la population urbaine

La proportion de la population vivant dans les zones urbaines ne renseigne pas sur sa répartition géographique, sociale et économique. Il serait donc utile de calculer le degré d'urbanisation à partir de la taille de la population de la localité et la répartition de certaines caractéristiques sociales et/ou économiques au sein de la population urbaine, notamment l'accès à l'eau potable, à l'assainissement, à l'électricité, à l'éducation et la santé. De plus, si la proportion de la population urbaine est calculée à la date de référence du recensement de la population, elle n'indique pas parfois les tendances au fil du temps.

En outre, si les données de recensement fournissent la taille de la population vivant dans une zone urbaine, il reste toutefois très difficile de déterminer la taille réelle de la ville, de l'agglomération ou de la région plus large réservée aux fonctions administratives. Les données du recensement urbain précisent rarement si les populations habitent la périphérie des villages ou établissements avoisinants et se rendent en ville chaque jour ou chaque semaine. En outre, les données urbaines provenant des recensements effectués dans de nombreux pays ne sont pas ventilées à des niveaux administratifs inférieurs, notamment les quartiers, les collectivités

locales et les municipalités. Les données sont également limitées en ce qui concerne les regroupements de localités ayant des tailles de population différentes.

En Afrique, le pourcentage de la population des zones urbaines est un indice couramment utilisé pour mesurer le degré d'urbanisation. Il est également indiqué dans les statistiques officielles sur l'ensemble du continent. Ce pourcentage s'obtient en divisant la population totale par la population urbaine du pays. La plupart des pays ont jusqu'à présent réussi à le produire dans les dates de référence des recensements. Le calcul de cet indice devient cependant complexe lorsque les facteurs suivant sont pris en compte :

- a) La définition de la zone urbaine et de ce qui la délimite effectivement, à savoir la ville ;
- b) Le degré de coïncidence entre les limites physiques de la ville et ses limites administratives ;
- c) La proximité de la population rurale et péri urbaine avec la ville considérée comme faisant partie de la région métropolitaine ;
- d) L'insuffisance d'informations détaillées sur les villes qui forment le système urbain.

La plupart des pays africains ayant conservé les définitions des zones urbaines et rurales au fil du temps et des recensements, des comparaisons valables peuvent être faites au niveau national. Les différences observées peuvent s'expliquer par un manque de cohérence résultant d'une absence de définitions harmonisées et non de la situation observée sur le terrain. De même, des considérations concernant les frontières réelles d'une ville ont de graves incidences sur les comparaisons de données urbaines dans chaque pays. Grâce aux différentes méthodes de comparaison du pourcentage de la population urbaine dans un pays ou entre les pays sur la base de la population vivant dans les villes principales, on peut avoir une meilleure image lorsqu'on tient compte des populations vivant dans des villes de tailles semblables. Cependant, dans les recensements précédents, cette approche n'a pas été utilisée dans la comparaison des personnes vivant dans les zones urbaines. En ce qui concerne la comparaison au niveau continental, il serait plus approprié de mesurer le degré d'urbanisation en considérant la zone urbaine telle que définie dans les recensements de la population, ou la population vivant dans les localités d'une certaine taille démographique (disons 5 000 habitants et plus, ou 50 000 habitants et plus), que se concentrer uniquement sur le degré global d'urbanisation. Il importe par conséquent de tenir compte de la répartition de la population selon la taille de la localité en plus de la taille de la ville. Les informations générées par les recensements sont rarement disponibles, même si les résultats du recensement donnent la liste des villes avec leurs populations respectives. Le calcul selon la catégorie n'est pas finalisé. Lorsque la population est classée selon la taille des villes, les variations sont facilement détectées dans la proportion de personnes vivant dans des villes de tailles différentes.

À titre d'exemple, les données des recensements antérieurs ont révélé des différences marquées dans le pourcentage de population vivant en milieu urbain, alors qu'on observait, dans tous les pays africains, une augmentation considérable de la population urbaine. Les augmentations les plus fortes ont été enregistrées en Afrique du Nord et en Afrique centrale, en particulier dans les pays riches en ressources minérales. Dans certains pays, plus de 50 % de la population vivent dans les zones urbaines, ce qui laisse entendre que ces pays ont connu la

transition urbaine (passage d'une population majoritairement rurale à une majoritairement urbaine). Cependant, les variations observées au fil du temps peuvent aussi refléter la qualité des données utilisées dans la mesure de l'indicateur, comme l'a fait observer Satterthwaite (2007 et 2010).

2. Rapport population rurale/urbaine

Au-delà du pourcentage de population vivant en milieu urbain, le rapport population rurale/urbaine peut également servir d'instrument de mesure de l'urbanisation. La mesure n'est pas accessible à tous les pays africains et il est rarement utilisé dans le monde entier. La non-disponibilité de l'indice tient à l'insuffisance des informations sur son utilité. La taille relativement plus importante de la population urbaine par rapport à la population rurale pourrait servir de référence à l'indice de transition urbaine. La mesure est rarement calculée bien que les recensements aient déterminé la taille des populations urbaines et rurales. Il convient cependant d'en tenir compte lors des futurs recensements, en raison de sa simplicité et de sa précision en ce qui concerne le nombre d'habitants des villes par rapport à chaque habitant des zones rurales. Par le passé, cet indice est resté un bon instrument de mesure du rythme d'urbanisation. En dépit des différences dans les définitions des zones urbaines et rurales, l'indice peut toujours servir d'instrument de comparaison des expériences nationales avec l'urbanisation en se concentrant sur les villes d'une certaine taille – par exemple plus de 10 000 ou 20 000 habitants, ce qui est aussi couramment utilisé en Europe, en Amérique du Nord et en Amérique latine. Les écarts entre les pays comparés aux différences de pourcentage de population vivant dans des villes selon une taille normalisée permet de comprendre davantage la manière dont les pays africains peuvent être comparés entre eux dans le processus d'urbanisation. Il convient par ailleurs d'examiner cet indice pour la prochaine série de recensements.

3. Taille de la localité de résidence de l'habitant des villes moyen

La taille de la localité de résidence des habitants est très importante pour la surveillance et le suivi du processus d'urbanisation au fil du temps, que ce soit entre les pays ou à l'intérieur même des pays. Cet indice ne peut être calculé à partir des données du recensement, malgré la pertinence des informations sur la taille des villes. Lorsque cette information, la répartition de la population du pays et la taille des localités où les gens vivent sont disponibles, l'indice détermine la taille de la localité où réside l'habitant occupant le 50^e percentile (l'habitant qui divise la population en deux suivant le calcul d'une médiane comme mesure statistique de l'emplacement). Le calcul s'effectue de la même façon que le calcul statistique de la médiane d'une distribution de variables.

L'interprétation de cet indice repose sur l'hypothèse selon laquelle le degré d'urbanisation augmente avec la taille de la ville de l'habitant médian. Le degré d'urbanisation est ainsi déterminé par la taille d'une localité, ce qui établit la différence entre cette mesure et les précédents indices. L'interprétation et le calcul s'améliorent au fur et à mesure que la répartition de la population selon la taille de la ville se rapproche d'une distribution continue. Le calcul de l'indice s'effectue sur la base d'une étape particulière du processus d'urbanisation du pays et le pourcentage des habitants des zones rurales âgées de plus de 50 ans. La forme de la distribution fondée sur la taille de la ville influe sur la variation de l'indice dans le temps et entre les pays.

4. Taille moyenne de la population urbaine

Un autre moyen de mesurer le niveau et le degré d'urbanisation est de calculer la taille moyenne des villes où réside la population. Cependant, cet indice n'est pas disponible pour tous les pays. Comme le suggère l'interprétation statistique, cet indice est la valeur attendue de la taille des villes. L'indice peut être interprété comme la taille de la ville où les gens sont susceptibles de vivre. En termes de pondération, cet indice serait disponible dans les pays si chaque personne déclarait la taille de la localité où elle résidait, et si une moyenne arithmétique était calculée sur la base des tailles des localités.

Une application intéressante de cet index est son calcul au niveau infranational (municipalité ou de banlieue). La valeur attendue de la taille de la zone infranationale peut se calculer à l'intérieur d'une ville. Il en va de même pour la taille de la localité de l'habitant médian. L'inclusion de la taille moyenne de la population urbaine comme un indicateur du degré d'urbanisation dans le Programme mondial de recensements de la population et des logements (2020) s'explique par le fait que ni les changements dans la répartition de la population urbaine ni la définition de ce qui constitue une localité urbaine dans un pays donné n'ont une incidence particulière sur l'indice, même si la délimitation de frontière ville affecte la taille moyenne de la population. Le calcul de l'indice pour le centre-ville ou la région métropolitaine donne des résultats différents. Dans certains pays, le centre-ville s'étend sur plus d'une unité administrative ayant des fonctions différentes. Il peut comprendre le quartier central des affaires et un nombre limité de districts environnants. La région métropolitaine peut englober une zone géographique beaucoup plus étendue pouvant inclure un certain nombre de banlieues. Cela implique que la précision de l'indice repose sur les considérations des zones métropolitaines et sur les aspects spatiaux des limites de la ville. L'indice peut ne pas représenter la situation avec exactitude dans la mesure où les grandes villes peuvent déformer sa valeur en raison de leur effet asymétrique sur la valeur moyenne, mais – encore une fois – l'exclusion des grandes villes peut aussi conduire à des résultats inexacts.

Les plus grandes villes, à quelques exceptions près, ne croissent pas aussi rapidement, mais leurs habitants envahissent des régions métropolitaines plus grandes (de sorte que la taille de la population est inversement proportionnelle à sa densité). Ces régions absorbent les petites villes et les villages (dont certains sont des capitales régionales). Dans certains pays, comme le Cameroun et l'Afrique du Sud, la population suit en partie le mouvement des grandes et moyennes usines de fabrication le long des grandes routes (routes nationales), laissant les petites industries dans la vieille ville.

Sur la base des calculs fondés sur les données du recensement, les grandes villes de la plupart des pays d'Afrique ont connu une croissance démographique importante, malgré l'insuffisance des informations sur l'évolution et la spatialisation de la croissance de la population urbaine. Même l'approche économique néoclassique, la plus utilisée de nos jours, n'a pas comblé ce déficit d'information. Par conséquent, en se focalisant sur l'augmentation de la production et l'utilisation optimale des ressources rares, c'est-à-dire le capital productif et les devises, avec la notion de répartition des richesses entre les différents groupes sociaux dans les villes, on aboutit à une réalité très abstraites et inexacte des pays africains sans dimension spatiale.

L'utilisation de techniques macroéconomiques met un accent tout particulier sur les effets à court et à moyen terme de la production, et tout déséquilibre dans le système urbain est considéré comme anormal et temporaire. La croissance de la population urbaine actuellement

mesurée à partir du recensement ou des projections démographiques sert de référence. L'étude détaillée de la croissance de la population est une base relativement solide pour une répartition spatiale concrète de l'urbanisation, ce qui permettrait de mener une analyse et une réflexion stratégique de l'endroit où la population urbaine devrait être. Maîtriser la démographie urbaine implique un examen de l'ensemble de la population, de la croissance urbaine totale et de la distribution spatiale et, partant, de la migration.

En se fondant sur la ville telle que définie dans le recensement, chaque pays est capable de fournir une répartition des centres urbains par taille – population urbaine, la répartition par taille de ville et de population urbaine – à l'échelon national à la date de référence du recensement. La répartition donne ainsi une image assez complète des systèmes urbains à des dates précises et de leur évolution. On peut également déterminer les tendances de la population urbaine en distinguant entre les tendances principales celles qui ne le sont pas. Il s'agit là des données fondamentales dans l'étude de l'ensemble urbain. Les zones urbaines, au-delà des villes, sont des espaces en mutation. Elles deviennent, à terme, un continuum de centres urbains qui se transforment en agglomérations. Ces transformations urbaines sont importantes dans la surveillance de l'urbanisation, non seulement au niveau national mais aussi à travers les frontières nationales. Les agglomérations, en particulier les très grandes, sont les cellules les plus importantes en termes de normes de conditions de vie, et englobent les banlieues et des villes satellites environnantes.

5. Indices statistiques du degré d'urbanisation pouvant être produits à partir de données du recensement

Il n'existe nulle part dans le monde, y compris en Afrique, un indice idéal pour mesurer le degré d'urbanisation. Toutefois, dans la mesure du degré d'urbanisation, la priorité est accordée au pourcentage de la population vivant en milieu urbain, tandis que d'autres indices ont rarement été produits à partir des données des recensements précédents. Cela pouvait être dû au peu d'attention qu'accordent les décideurs à la surveillance et au suivi des processus d'urbanisation dans les pays. Il est très facile de calculer et interpréter l'indice de pourcentage de la population vivant en milieu urbain une fois que la définition de la zone urbaine a été formulée. Toutefois, cet indice ne permet pas à l'analyste ou au décideur politique d'avoir une compréhension introspective de la taille absolue des zones urbaines.

Il ressort de la présente évaluation que les pays africains disposent, s'agissant des tailles des villes, des informations leur permettant de classifier, à partir de données du recensement, la population urbaine dans les villes de différentes tailles. On peut également calculer des indices plus élaborés pour des villes de certaines tailles – notamment la taille de la ville où réside l'habitant médian ou la taille moyenne de la population.

Étant donné que les indices médians et moyens ne permettent pas de déterminer la répartition relative de la population entre les zones urbaines et rurales – reflétée dans le pourcentage de la population urbaine et le rapport population urbaine/rurale, il devient impératif de produire les quatre indices pour un contrôle et un suivi plus efficaces du processus d'urbanisation dans le cycle des recensements de 2020. Il s'agit notamment de la taille moyenne et de la taille médiane, considérées comme des indices permettant davantage de déterminer le degré d'urbanisation et le pourcentage de la population en milieu urbain et le rapport population urbaine/ rurale.

B. Des mesures dynamiques d'urbanisation (rythme d'urbanisation)

Jusqu'ici, tous les indicateurs mentionnés étaient des estimations ponctuelles de la dimension démographique de l'urbanisation. Cependant, étant donné la nature dynamique du processus d'urbanisation au fil du temps, il est devenu pratique d'utiliser les indices de changement afin de suivre le processus. En Afrique, peu d'attention a été accordée à la mesure de la dynamique du processus d'urbanisation qui implique l'utilisation d'indices tels que l'évolution annuelle des points de pourcentage, le taux moyen de variation annuelle de croissance de la population urbaine et rurale, afin d'obtenir une image du rythme d'urbanisation. Le Programme mondial de recensements de la population et des logements (2020) constitue donc un moyen d'accroître l'utilisation de ces indices au niveau national.

Tableau 1
Résumé des indices du rythme d'urbanisation

Indice	Mesure	Source de données, bureau national de la statistique	Disponibilité au niveau national	Comparabilité
Évolution annuelle des points de pourcentage	Différence annuelle en pourcentage de la population urbaine entre deux dates de recensement (pas nécessairement consécutives)	Recensement de la population	Bien qu'il soit facile à calculer, cet indice n'est pas signalé par la plupart des pays africains.	
Taux moyen de variation annuelle de croissance de la population urbaine	Taux annuel de variation de la population urbaine pour 1000 habitants dans le pays. Le calcul pourrait s'effectuer à partir d'un modèle de croissance arithmétique, géométrique, hyperbolique et exponentiel.	Recensement de la population	La plupart des pays présentent le taux annuel de croissance arithmétique.	Le modèle exponentiel est recommandé pour les comparaisons entre pays.
Différence des taux de croissance de la population en zones	Le taux de variation du nombre de personnes vivant dans des	Recensement de la population	Non disponible la plupart du temps	Lorsqu'ils sont utilisés dans les comparaisons internationales, les résultats

urbaine (u) et rurale (r) (u-r)	localités urbaines par rapport à la population résidant dans les zones rurales. Il concerne le rapport population urbaine/ rurale.			pourraient être affectés par les définitions de la ville.
Changement de dimension du lieu de résidence de l'habitant médian	Taux annuel moyen de variation exponentielle dans l'indice de lieu de résidence de l'habitant médian.	Recensement de la population	Le plus souvent non disponibles au niveau des pays	
Changement de la taille de la population urbaine	Moyenne annuelle de changement exponentiel de la taille moyenne de la population urbaine (cet indice offre l'avantage de pouvoir décomposer la variation en deux éléments : le pourcentage de la population dite urbaine et la taille des localités considérées comme urbaines).	Recensement de la population	Le plus souvent non disponibles au niveau des pays	Cet indice n'étant pas affecté par une modification de la définition de la zone urbaine, il est recommandé dans la comparaison entre pays (à condition que les limites de la ville soient correctement utilisées).

C. Concentration et la répartition de la population urbaine sur le territoire national

Bien que le pourcentage de la population urbaine et son taux de croissance annuelle soient effectivement utilisés par les pays africains pour mesurer le rythme d'urbanisation au niveau national, il a été noté que très peu de pays utilisaient la mesure du degré de concentration et de répartition sur leur territorial, un aspect d'une importance cruciale dans la planification de leur développement.

Cinq indices ont été examinés dans la présente évaluation : le pourcentage urbain cumulatif, l'indice de primauté, l'indice de concentration de Gini, l'indice de concentration urbaine, et l'indice de répartition de la population. Trois de ces indices ne tiennent pas compte de l'emplacement des zones ou villes, c'est-à-dire la distance qui sépare les populations.

Tableau 2

Indices de concentration et de répartition de la population urbaine

Indice	Élément mesuré	Source des données	Disponibilité au niveau national	Comparaison entre pays
Pourcentage urbain cumulatif	Le pourcentage moyen de la population par catégories de taille (limite inférieure et limite supérieure ouverte)	Recensement de la population	Non disponible	Très pertinent. Les catégories similaires devraient être maintenues pour tous les pays comparés.
Indice de primauté	La concentration de la population dans la première ville par rapport aux autres villes (selon la règle du classement par la taille). Plus l'indice est grand, plus grande est la concentration dans la plus grande ville.	Recensement de la population	Malgré la disponibilité de l'information sur la taille des villes, l'indice n'est pas calculé pour la plupart des pays.	Pas comparables parce que la définition de la ville n'est pas harmonisée.
L'indice de concentration de Gini	La répartition de la population dans l'espace terrestre. Par ailleurs, l'indice peut également être utilisé pour mesurer la concentration d'autres caractéristiques sociales et économiques des populations et celle de la population urbaine. Si l'indice doit être calculé pour les villes, la liste des plus grandes villes est nécessaire.	Recensement de la population	La plupart des pays ont établi une liste de leurs plus grandes villes. Mais la présente étude n'a pas permis d'identifier un seul pays d'Afrique où cet indice est utilisé.	Conforme
Indice de concentration urbaine	Se fondant sur le concept de la taille moyenne de la	Recensement de la population	Pas disponible	Conforme

	population urbaine, il compare la moyenne de la taille de la population urbaine réalisée avec la taille maximale possible de la ville pour une population. La population totale est le maximum possible. Cet objectif sera atteint lorsque tout le monde vivra en ville.		dans tous les pays africains	
Répartition de la population urbaine	La distance qui sépare les personnes ou groupes de personnes (agglomérations). L'indice le plus courant est la « distance standard ». Son calcul nécessite les données sur la distance entre un lieu habité et le centre de population de ce lieu, et la population totale.	Recensement de la population	Pas disponible dans tous les pays africains	

En outre, on tient compte de la modification de la structure du taux de croissance de la population urbaine par rapport à ses facteurs démographiques.

D. Composantes de la croissance démographique urbaine

Le taux de croissance de la population urbaine est un autre indicateur du degré d'urbanisation de certains pays. Dans certains cas, il est calculé comme une évolution du pourcentage entre deux dates de recensement. Cependant, le taux de croissance de la population urbaine comprend en réalité quatre volets : le taux de croissance naturelle, le taux de migration net, les zones annexées à la ville et le taux de croissance de la population rurale reclassée comme urbaine. Si les trois premières de ces composantes peuvent être dérivées des données du recensement, la quatrième ne s'obtient pas facilement à partir de données du recensement, ce qui ne permet pas d'expliquer l'effet de la modification des frontières urbaines sur la croissance urbaine.

La population urbaine change à cause de la localité dans laquelle les changements peuvent se produire et des facteurs de la croissance démographique qui contribuent à l'évolution de la population urbaine dans ces localités. D'où l'importance de fournir des données selon le type de localité et les données sur l'accroissement naturel (fécondité et mortalité) et la migration, comme l'illustre le tableau 3.

Tableau 3

Facteurs de changement de la population urbaine à considérer

Composantes de la mutation urbaine	Type de localité		
	Mêmes localités urbaines	Localités reclassées	Localités ou régions annexées à d'autres zones
Changement naturel	À prendre en compte*	À prendre en compte	À prendre en compte
Migration	À prendre en compte	À prendre en compte	À prendre en compte
Population reclassée	À ignorer	À prendre en compte	À prendre en compte

* À prendre en compte dans le calcul des données du recensement disponibles pour la quantification de ce composant à la localité étudiée.

III. Sources secondaires de données urbaines

Le recensement de la population n'est pas la seule source de données à partir de laquelle se mesurent ou s'obtiennent les indices urbains. Malgré ses nombreux avantages, le recensement de la population révèle certaines lacunes lorsqu'il s'agit d'analyser le processus d'urbanisation. Par exemple, lorsqu'il s'agit d'utiliser les caractéristiques sociodémographiques comme cause directe d'événements tels que les migrations, la fécondité ou la mortalité, les données du recensement ne fournissent pas suffisamment de détails sur les autres facettes de l'urbanisation, comme la couverture et l'utilisation des terres, les interactions entre les activités humaines, les systèmes écologiques et les risques naturels. À ce titre, d'autres sources sont souvent nécessaires pour acquérir davantage de données statistiques sur le processus d'urbanisation comme démarche complémentaire aux méthodes classiques d'évaluation du processus d'urbanisation.

Dans la présente évaluation, le rapport fournit de manière sélective des informations sur cinq sources de données urbaines autres que les recensements et les enquêtes auprès des ménages.

A. Statistiques urbaines obtenues des sources administratives

Les dossiers administratifs sont une bonne source pour le suivi du processus d'urbanisation. Les données administratives sont souvent produites en formats ventilés par sexe aux fins de gestion, même si les exigences des gestionnaires en matière de données peuvent différer de celles des urbanistes ou des statisticiens qui veulent évaluer les conditions de vie et des modes de consommation (décrits au chapitre IV du présent rapport). Le rapport sur l'Objectif 11 de développement durable peut être renforcé par des données administratives sur les établissements de santé, les services publics (eau, assainissement, élimination des déchets et électricité), les établissements d'enseignement, le zonage du cadastre et du terrain résidentiel, l'immatriculation des véhicules et l'octroi des permis, les stations météorologiques et les services de gestion des catastrophes, pour ne citer que ceux-là. Malgré la possible utilisation des données administratives pour la planification et la gestion urbaines, ainsi que le suivi du processus d'urbanisation, ces données ne sont guère utilisées dans de nombreux pays africains. En plus de pallier les déficits de données, utilisé en combinaison avec les recensements de la population, les données administratives permettent de connaître les taux en ce qui concerne les modes de production et de consommation dans le système urbain.

Les statistiques urbaines provenant de sources administratives sont également exposées aux difficultés rencontrées par d'autres sources statistiques. Les données ne rendent pas compte de la répartition spatiale, de la qualité et du personnel associé des infrastructures. Elles ne donnent non plus aucune indication sur la distribution inégale de l'utilisation, de la classe ou de la répartition des revenus. Dans la plupart des cas, les données statistiques de l'éducation qui proviennent de sources administratives ne permettent pas de connaître rapidement les effectifs qui montrent les tendances précises dans le niveau de l'offre d'éducation. La situation actuelle, où les données recueillies ne sont pas utilisées, témoigne d'un énorme gaspillage de ressources.

En Afrique, une des difficultés inhérentes aux données administratives reste que leur collecte ne relève pas principalement de la compétence du bureau national de la statistique. En général, les données administratives relèvent de la compétence des ministères concernés. Malgré l'engagement d'un ministère à collecter les statistiques, peu d'attention est accordé au toilettage et au contrôle les données reçues, ou à leur suivi lorsque des incohérences ont été relevées.

B. Estimations de la Division de la population des Nations Unies

Les estimations et projections de la population urbaine fournissent des indicateurs plus précis, tels que les ratios de la population urbaine lorsqu'elle est associée (comme population de référence) aux données administratives. Les estimations et projections de la population urbaine (et celles de la population rurale) de la Division de la population des Nations Unies sont les données les plus largement utilisées sur les tendances urbaines en Afrique et le reste du monde. Elles sont rassemblées dans une publication intitulée *World Urbanization Prospects*, qui est régulièrement publiée en édition révisée. Cette compilation fournit les informations de base sur les populations urbaines et rurales pour chaque pays, le taux de croissance annuel de la population urbaine et les projections de cette population sur une période relativement longue. Les projections reposent sur un ensemble de variantes définies à partir de certaines hypothèses formulées sur les principales variables démographiques telles que la fécondité, la mortalité (en tenant compte des infections et décès liés au VIH/sida) et parfois la migration de la ville vers la campagne. (Les métadonnées peuvent être téléchargées sur le site Web de la Division de la population des Nations Unies.) La méthode des projections s'appuie simplement sur une extrapolation des taux d'urbanisation (pourcentage de la population urbaine), lorsqu'ils ne sont pas stables, ou sur l'écart entre les taux de croissance urbaine et rurale, une fois que les projections sur la population totale ont été faites.

Compte tenu de leur disponibilité, les projections de la population urbaine constituent pour les pays un précieux outil qui leur permet d'anticiper les investissements socioéconomiques nécessaires dans les villes. Lorsque les projections des Nations Unies sont utilisées, la plupart des plans de développement en Afrique n'affichent plus que les tendances de leur population totale nationale. On estime qu'il s'agit-là d'une utilisation limitée de ces projections. La ventilation de ces projections par sexe et par âge les rend davantage pertinentes et utiles pour les groupes de la population active des villes (femmes, jeunes, population en âge scolaire et population en âge de travailler).

Les données utilisées par la Division de la population des Nations Unies sont recueillies par les bureaux nationaux de statistiques dans les pays respectifs. Les projections faites sur la base de ces méthodes se limitent aux données urbaines et infranationales des pays. Il est ainsi difficile d'obtenir la plupart des indices qui sont examinés au chapitre II du présent rapport. En

outre, la méthode fondée sur les écarts entre les taux des populations urbaine et rurale a été critiquée pour la longueur de ses projections.

D'un point de vue africain, il est possible d'obtenir au niveau de la ville, un pourcentage de la population totale (indicateur) pour chacun des aspects suivants : habitants des bidonvilles, population urbaine, résilience, prospérité de la ville, rues, transports, santé, éducation, criminalité et superficie terrestre. En outre, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) a lancé un portail de données urbaines, avec 103 indicateurs provenant de 220 pays et 741 villes à travers le monde.

C. Organismes de recherche et projets de données des universités

De nombreux organismes de recherche et projets universitaires, principalement basés en Europe et en Amérique du Nord, sont impliqués dans la production et la gestion directes ou indirectes des données sur les tendances de l'urbanisation. La présente évaluation n'en dresse nullement une liste exhaustive, mais insiste surtout sur deux institutions qui sont des sources de données :

a) Integrated Public Use Micro Data Series, projet mondial visant la préservation, l'harmonisation et la distribution totalement gratuites des échantillons de données de recensement. Actuellement, seuls 22 pays africains ont obtenu des données par le projet. Certaines données sont à la fois urbaines et rurales, ce qui permet d'obtenir des indicateurs pour les zones urbaines ;

b) Socioeconomic Data and Applications Center (SEDAC), Exploité par le Center for International Earth Science Information Network et liée au Earth Institute de l'Université de Columbia, le SEDAC a pour mission de synthétiser les données et les informations socioéconomiques et en sciences de la Terre afin de les mettre à la disposition d'un large éventail de décideurs et autres utilisateurs Il devrait également fournir une « passerelle d'informations » entre les données socioéconomiques et celles des sciences de la Terre. Ses composantes comprennent la population, la durabilité, l'information géospatiale et les accords multilatéraux sur l'environnement.

Aux fins de l'intérêt national et de comparaison des pays en ce qui concerne la surveillance et le suivi de l'urbanisation, les données disponibles sont présentées dans les formats suivants : données maillées sur la population mondiale ; projet de cartographie urbaine et rurale (bases de données construite sur l'ensemble de données de recensement de la population, les données satellitaires et d'autres représentations d'établissements humains) ; paysage démographique et projections climatiques (la population et les limites territoriales sont superposées aux paramètres biophysiques) ; indice de durabilité environnementale (les indicateurs de durabilité environnementale rassemblent des systèmes environnementaux, les pressions environnementales, la vulnérabilité humaine aux pressions environnementales, la capacité de la société à répondre aux défis de l'environnement, et la gouvernance globale) ; et le Global Human Footprint Dataset of the Last of the Wild Project (projet de cartographie de l'impact humain tels que la densité de population humaine, la couverture et utilisation du sol). Les données fournies par le SEDAC sont d'une importance cruciale pour les pays africains, car ceux-ci ne possèdent pas la technologie et les ressources pour produire et gérer des données de télédétection. La plupart des données cruciales pour l'atteinte des cibles ont été adoptées pour la réalisation de l'Objectif 11 de développement durable.

IV. Dimensions économiques de l'urbanisation

Comme pour la plupart des statistiques urbaines, il est établi d'un point de vue économique, que la ville africaine n'est pas bien documentée sur le plan statistique. Cela peut certes appeler une formation sur mesure dans le domaine des statistiques urbaines, mais l'insuffisance des informations statistiques est probablement due à une connaissance et à une expertise limitée des décideurs politiques et technocrates sur l'économie urbaine et la manière de l'intégrer dans une stratégie de développement urbain national ou local. L'urbanisation est plus connue pour les préoccupations alarmantes qui s'accompagnent d'une expansion démographique rapide que par ses modèles économiques et les moyens par lesquels ces derniers changent à travers le temps et l'espace. Par conséquent, la situation dominante est celle de l'absence d'harmonisation et une information statistique non standardisée sur l'économie des villes sur le continent. Elle résulte ainsi de l'insuffisance du nombre d'indicateurs cruciaux permettant de savoir si les villes du continent avancent ou régressent sur le plan économique. Il existe cependant quelques exceptions : l'Afrique du Sud, le Swaziland, l'Égypte, le Kenya, le Maroc et le Sénégal ont fait des progrès dans la collecte des statistiques économiques de leurs grandes villes. Cela ne veut pas dire que les dimensions économiques des villes ailleurs en Afrique n'ont pas pu être saisies à travers des indicateurs convenus. Ces indicateurs existent bel et bien dans la littérature scientifique sur l'économie urbaine, mais ils ont été obtenus à partir des données de recensements démographiques habituelles. Pour cette raison, et comme solution au déficit chronique d'indicateurs que connaissent la plupart des pays du continent en ce moment, le présent chapitre va s'attarder sur les indicateurs économiques traditionnels disponibles dans la littérature spécialisée sur l'économie urbaine et d'autres actions de qualité menées dans ce sens pour proposer des moyens de combler le déficit.

Les indicateurs économiques relatifs au suivi des tendances de l'urbanisation renvoient soit au type d'activités économiques (les deux secteurs formel et informel) menées dans la ville, soit aux fonctions urbaines. Les indicateurs sont rarement disponibles lorsqu'elles sont recherchées à cause de l'insuffisance des statistiques sur les entreprises. Les bureaux nationaux de statistique sont donc chargés d'organiser des inventaires périodiques et systématiques de ces activités et de leur étendue. Très peu de pays considèrent le recensement des établissements économiques (firmes ou entreprises) comme une de leurs priorités en matière d'information statistique. Toutefois, ces renseignements sont disponibles auprès des chambres de commerce et d'industrie, ou peut-être des ministères concernés sur la base des licences délivrées à des opérateurs économiques de la ville. L'alternative a été de se référer aux données du recensement de la population ou des enquêtes auprès des ménages afin de calculer certains indicateurs qui fondent les dimensions économiques de l'urbanisation au niveau des pays, car le recensement de la population et les enquêtes auprès des ménages (en particulier l'enquête sur la population active) ne sont pas seulement des instruments de collecte des données démographiques, mais aussi des dossiers individuels de participation à la production de biens et services. Lorsqu'ils sont correctement utilisés, ces dossiers peuvent aider à mesurer les fonctions des villes dans le système urbain d'un pays donné. Une ville peut remplir une fonction spécifique ou en assumer plusieurs. Dans les deux cas, la fonction n'est pas statique dans le temps et peut changer ou être remplacée par d'autres. Bien que la notion de fonction ait certaines limites, l'on estime que l'information qu'elle transporte et véhicule peut servir d'outil de visualisation ou de planification utiles pour positionner et localiser la ville africaine dans le système national et international de production de biens et services.

Étant donné le déficit d'indicateurs normalisés des aspects économiques de l'urbanisation à travers l'Afrique, le présent rapport propose une typologie des fonctions qui peuvent être utilisées comme suppléments des indicateurs économiques pour la surveillance et le

suivi des tendances de l'urbanisation en Afrique. La justification du recours à la mesure d'indices proposée dans les tableaux 4 et 5 repose sur la disponibilité des données provenant de recensements de population et les enquêtes sociodémographiques. Le cycle des recensements démographiques de 2020 propose une qualité supplémentaire pour ce type de données avec l'inclusion des questions permettant de recueillir de précieux renseignements sur le lieu de travail. Cette question peut notamment améliorer la mesure de localisation de l'activité économique d'une ville donnée.

A. Indices de fonctions urbaines

Les débats de développement sur la transformation urbaine semblent attacher beaucoup d'importance au type de fonction qu'une ville particulière peut jouer à l'échelle locale, régionale, nationale ou internationale. Il existe par exemple des villes secondaires transfrontalières dotées d'aéroports ou de routes les rattachant aux pays voisins en Afrique, mais la présence de ces installations n'en fait pas des villes internationales. Aujourd'hui, la ville africaine est appelée « ville informelle », mais le secteur informel ne peut être assimilé à une fonction urbaine. Le secteur informel n'est pas une fonction économique à célébrer, même s'il doit s'adapter à la structure de l'emploi local. Un terme aussi péjoratif n'ajoute pas de valeur à la fonction de la ville dans le système urbain. Cela trouve un écho au contexte de mondialisation des villes ou des régions urbaines qui attirent de plus en plus d'investissements étrangers directs.

Les villes sont les moteurs de la croissance économique, mais l'espace urbain est partagé par une variété d'activités des utilisateurs, allant du secteur informel vers le formel. Les fonctions urbaines sont déterminées dans une large mesure par les activités du secteur formel. Les différentes occupations de l'espace urbain sont déterminées et arbitrées par divers mécanismes. La valeur des terres (prix auquel la terre est achetée ou louée pour l'utilisateur) constitue l'un des principaux déterminants de la localisation de toute activité économique dans la ville. Par conséquent, la présente section du rapport établit les dimensions économiques de l'urbanisation sur la base des attributs fonctionnels de la ville et sa valeur. Dans le suivi ou le contrôle des dimensions économiques de l'urbanisation, la notion de la fonction urbaine est importante dans la mise en évidence du type d'activités qui caractérisent la ville. Elle sert à définir la *raison d'être* de la ville, puis les « activités » qui justifient son existence et son développement.

La fonction est intrinsèquement liée à l'espace et peut être suivie dans le temps. L'espace peut être considéré comme un lieu naturel, un site physique ou un emplacement. Le site naturel et l'emplacement sont liés aux fonctions qui ont présidé à la création de la ville (découverte d'une mine, proximité des eaux maritimes, etc.). À l'époque coloniale, de nombreuses villes en Afrique ont été créées avec des fonctions spécifiques en raison de leur emplacement (Vennetier, 1976). Deuxièmement, la fonction est liée à l'espace urbain, dans la mesure où une ville, surtout une grande ville, exerce diverses fonctions qui ne sont pas nécessairement alignées sur les mêmes critères de localisation.

La notion de fonction urbaine est donc directement liée à sa zone d'influence et, vu de sa position au sein du système urbain, cela est lié à l'idée de réseau urbain. Sur la base des différents niveaux de fonctions proposées dans la littérature, on peut faire les distinctions suivantes :

a) Les fonctions des villes d'un pays constituent un bon critère de mesure du niveau et du type de développement de ce pays ;

- b) Les fonctions de chaque ville ;
- c) La répartition des fonctions entre les villes dans le système urbain.

Une ville peut avoir une ou plusieurs fonctions dominantes. Vu sous cet angle, les fonctions suivantes sont habituellement exercées :

- a) La fonction industrielle ;
- b) La fonction d'exploitation minière ;
- c) La fonction commerciale ou de stockage ;
- d) La fonction de communication ou de transport ;
- e) La fonction administrative, politique ou militaire ;
- f) La fonction résidentielle ou de loisirs (tourisme, santé, retraite) ;
- g) La fonction culturelle, éducative et religieuse ;
- h) Ville de vente en gros.

La fonction d'une ville peut évoluer avec le temps dans la mesure où la structure économique passe par une transformation liée à des facteurs prévisibles et imprévisibles.

Inspirée de Harris (cité dans Merlin, 1973), la classification des fonctions ci-dessous est celle que nous proposons dans le présent rapport pour l'évaluation des changements fonctionnels affectant les systèmes urbains en Afrique. Ce choix est guidé non seulement par la simplicité de la classification, mais aussi par la facilité qu'elle présente en matière d'utilisation des données dérivées de celles des recensements démographiques ou des sondages visant à quantifier les fonctions, à l'aide des indices indiqués au tableau 4. Il convient de noter que tous les agrégats de l'emploi dans les différentes formules peuvent s'obtenir à partir du recensement de la population réelle en utilisant les informations disponibles sur le secteur d'activités de l'entreprise dans laquelle la personne travaille. La variable « secteur d'activité ou la branche d'activité » est généralement incluse dans le questionnaire. Ainsi, pour classer la fonction d'une ville, l'activité d'un individu importe peu dans la mesure où c'est plutôt celle de l'organisme employeur qui est retenue. Il est donc question d'utiliser des données de recensement après regroupement des données dérivées des questions relatives aux catégories logiques pertinentes pour les différents calculs.

Tableau 4

Classement des villes par types, catégories, mode de calcul et de l'échelle, source de données et disponibilité de l'indice

Fonction déterminée par l'indice mesuré	Méthode de calcul et des données nécessaires à l'indice	Seuil d'échelle et de classification de la ville	Source des données	Disponibilité
Ville très industrialisée	$Eind.^A / (Eind. + Ecom.^B)$ $Eind./Esal.^C$	≥ 0.74 and ≥ 0.45	Recensement de la population et enquêtes nationales	Indisponible, mais peut se calculer sur la base des informations provenant des recensements et enquêtes nationales existantes
Ville modérément industrialisée	$Eind. / (Eind.+Ecom.)$ $Eind. / Esal.$	≥ 0.60 et ≥ 0.30	Comme ci-dessus	Comme ci-dessus
Ville minière	$Emin. / Esal.$	> 0.15	Comme ci-dessus	Comme ci-dessus
Ville de vente au détail	$Ert.^d / (Eind.+Ecom.)$ $Ert./Ewhs.^e$	≥ 0.50 ≥ 2.20	Comme ci-dessus	Comme ci-dessus
Ville de vente en gros et d'entrepôts	$Ewhs. (Eind.+Ecom.)$ $Ewhs. / Ert.$	≥ 0.20 ≥ 0.45	Comme ci-dessus	Comme ci-dessus
Ville nodale de transport	$/ Ert. / Esal.$ $Ert. / Eind.$ $Ert. / Ecom.$	≥ 0.11 ≥ 0.33 ≥ 0.67	Comme ci-dessus	Comme ci-dessus
Ville universitaire	$Std. / Esal.$	> 0.15	Comme ci-dessus, inscriptions à l'université	Non disponible
Ville d'accueil/retraite	E / P	Valeur inférieure à un seuil qui varie en fonction du type d'économie nationale	Recensement de la population, registres des hôtels	

^a Eind.: Emploi dans l'industrie

^b Ecom.: Emploi dans le secteur commercial

^c Esal.: Emploi salarié

^d Ert.: Emploi dans le secteur de la vente au détail

^e Ewhs.: Emploi dans le commerce de gros

Les économistes accordent moins d'attention à la nature des fonctions de la ville qu'à la base et à l'importance économiques. La base économique est représentée par des activités

qui génèrent des exportations. Cependant, on considère généralement que les activités qui déterminent la base économique induisent celles qui sont nécessaires à la subsistance des personnes employées dans le secteur des activités économiques non fondamentales (commerce, administration, services) qui en génèrent d'autres. On peut ainsi mesurer non seulement le coût total de l'emploi, le volet emploi de base (lié aux exportations), mais aussi les emplois induits (résidentiels ou locaux). Ce faisant, on peut déterminer les coefficients multiplicateurs de l'emploi et calculer le nombre d'emplois créés à partir des activités de base.

B. Taux de participation au marché du travail et localisation des activités économiques dans l'espace urbain

En plus d'être un lieu d'installation, la ville est un lieu d'évolution des tendances dans les systèmes de production et de consommation. Quelle que soit la taille de la population, les villes africaines sont des centres dynamiques d'innovations et d'interventions de différents acteurs et institutions (Obrist, Arlt et Macamo, 2013). Les biens et services sont produits, échangés et consommés de manière intensive chaque jour, ce qui en fait des pôles de croissance économique. Bien qu'une bonne quantité de données ait été collectée sur l'emploi, le chômage et l'activité économique au niveau national grâce à des enquêtes auprès des ménages et des entreprises, on ne peut pas en dire beaucoup sur ces deux aspects au niveau de la ville. Très peu de pays disposent de données sur les villes indépendamment de leur taille démographique. Les données existent généralement pour la capitale nationale ou au mieux les villes les plus importantes du classement. Les villes secondaires et les petites villes sont ignorées lorsqu'il s'agit de la collecte et du traitement des données. Cependant, il devrait être possible d'inclure des mesures relatives à l'emploi au niveau de la ville à l'issue du Programme mondial de recensements de la population et des logements de 2020, à condition que les statistiques soient disponibles par ville. Sur la base des données collectées, les indicateurs suivants peuvent être calculés : pourcentage des personnes employées dans le secteur informel et moderne, y compris l'auto-emploi ; le pourcentage de femmes employées dans le secteur informel et moderne, y compris l'auto-emploi ; revenu moyen par secteur, industrie, répartition de la population selon le type d'emploi et la profession et de catégorie industrielle ; répartition de la population par sexe (masculin/féminin), âge et nature d'activité. Le taux de chômage est également intéressant au niveau de la ville.

Comme mentionné au chapitre III du présent rapport, il y a une pénurie de données inexploitées recueillies à différents niveaux de l'administration urbaine qui pourraient fournir des informations statistiques sur les modes de production et de consommation dans différents domaines et pour différentes tailles de villes : registres du cadastre, perception des impôts, opérations foncières, activités des entreprises, économie informelle, développement de l'infrastructure publique, effectifs scolaires, usage des services publics, vente sur les marchés, parc automobile et trafic routier, etc. Ces données restent largement sous-exploitées, voire, dans de nombreux pays, non utilisées, bien qu'elles informent sur des aspects vitaux de l'économie et de la durabilité urbaines. Lorsqu'elles sont bien compilées et utilisées, les données administratives suppléent celles provenant des sources traditionnelles de collecte (enquêtes auprès des ménages et recensements démographiques). Elles sont plus accessibles, moins coûteuses à la collecte et plus appropriées à l'élaboration des politiques. Leur intégration dans le système statistique national ne devrait pas être négligée. Seuls quelques pays en Afrique travaillent activement à cette intégration. D'autres tardent encore à en jeter les bases institutionnelles. Les données administratives ont l'avantage supplémentaire de pouvoir être facilement harmonisées au niveau continental, parce que les mêmes méthodes de collecte sont utilisées.

Le taux d'activité est un indice important largement disponible à travers l'Afrique, que ce soit dans son format brut ou son format ventilé selon certaines caractéristiques (âge, sexe, groupe ethnique, zone géographique, niveau de scolarité et situation matrimoniale). On lui associe le taux de chômage qui varie aussi selon le type de ville. Ils sont dérivés des données issues des recensements démographiques ou des enquêtes auprès des ménages, qui fournissent des informations sociodémographiques individuelles sur le marché du travail (travailleurs et chercheurs d'emploi à la date du recensement ou de l'enquête), sur l'emploi (travailleurs à la date du recensement ou de l'enquête) ou le chômage (chercheurs d'emploi à la date du recensement ou de l'enquête). Même lorsqu'ils sont disponibles, ces deux indicateurs n'en disent pas long sur la variation entre les villes de différentes tailles. En général, ils sont calculés à l'échelle nationale ou pour une ou deux grandes villes seulement. La pratique a toujours consisté à limiter le calcul à l'écart entre la zone urbaine et la zone rurale sans répartition par ville ou, beaucoup mieux, à la banlieue ou aux municipalités.

Dans l'évaluation de la transformation de la ville en termes d'activités économiques, la notion d'emploi local est cruciale dans la mesure où elle englobe deux indices au plus bas niveau de l'administration (banlieue, municipalité, ville) : le coefficient de localisation d'une activité particulière dans une ville, et le coefficient de localisation d'une activité particulière. Ces deux coefficients ont été proposés par Walter Isard (cité dans Polèse, 1994). La valeur du coefficient de localisation $Q(a, i)$ est considérée comme le degré de concentration d'une activité dans la ville. Cette information est utile quand il s'agit de comparer la structure économique d'une ville avec celles d'autres villes à l'échelle nationale ou internationale. On peut remplacer l'emploi (E) par tout autre type d'agrégats tels que la production, le service et l'entreprise. Une valeur indiciaire supérieure à 1 ($Q(a, i) > 1$) indique une localisation préférentielle de l'activité a dans la ville considérée i . L'indice est simple dans la mesure où seules sont prises en compte les données issues du recensement démographique ou d'une enquête nationale auprès des ménages (enquête sur la population active, par exemple). Comme pour $C(a)$, le coefficient de localisation d'une activité a , la valeur est faible lorsque les activités sont également réparties. Sa valeur est élevée pour les activités non résidentielles.

Tableau 5

Indices de mesure du taux de participation au marché du travail, du taux d'emploi local et du coefficient de localisation d'une activité

Indice	Méthode de calcul et données nécessaires à l'échelle de la ville	Seuil de classification	Source des données	Disponibilité
Taux d'activité	LF^a/P^b	Aucun	Recensement démographique et enquête nationale auprès des ménages	Disponible pour de nombreux pays au niveau national. Répartition de la population par des attributs socio-démographiques (âge, etc.). Rarement calculée pour les
Taux de chômage	U^c/LE^d	Aucun	Comme ci-dessus	
	LE/P	Aucun		

Taux d'emploi local			Comme ci-dessus	villes secondaires.
Coefficient de localisation d'une activité particulière (a) dans une ville donnée (i)	$Q(a, i) = E^c \times E(a, i)^f / E(i) \times E(a)^g$	Voir ci-dessous		Comme ci-dessus
Coefficient de localisation d'une activité particulière (a)	$C(a) = \sum (E(a, i) \times E - E(i) \times E(a)) / E(i) \times E$	Voir ci-dessous	Comme ci-dessus	Non disponible au niveau des banlieues ou des municipalités
			Comme ci-dessus	Non disponible

^a LF: Marché du travail.

^b P: Population totale.

^c U: Chômage.

^d LE: Emploi local (banlieue, commune).

^e E: Emploi total.

^f E (a, i): Emploi pour une activité *a* dans une ville *i*

^g E(a): Emploi pour une activité *a*.

C. Valeur et tarifs des terrains urbains

La tarification des terrains est une dimension importante de l'économie de toute ville. Si les recensements démographiques actuels peuvent permettre de mesurer la fonction économique des villes en Afrique comme indiqué ci-dessus, il reste cependant un aspect qui, pendant de nombreuses années, souffrira de l'insuffisance d'indicateurs: la valeur et les tarifs des terrains urbains. Bien qu'elle constitue la principale cause des prétendues crises urbaines, la pénurie de données sur les prix et la valeur des terrains urbains persiste. De nombreux facteurs expliquent la variation des tarifs dans le temps et dans l'espace dans une ville. Parmi ces facteurs, on peut citer la localisation, l'usage et la proximité des services et des emplois. En 2016, il n'y avait aucune information sur la disponibilité des statistiques sur les tarifs et la valeur des terrains. L'évaluation des terrains n'est pas une pratique généralisée dans la plupart des régions de l'Afrique, et pour de nombreuses villes, les informations sur les tarifs des terrains et leurs tendances ne sont tout simplement pas disponibles. Toutefois, la recherche d'informations sur cet aspect a révélé que certains pays de l'Afrique australe et orientale ont mis en place des organismes d'évaluation des terrains. D'un point de vue général, les données sur la valeur et les tarifs des terrains de différents endroits des villes (banlieue ou municipalités) ne sont pas disponibles. Il en va de même pour les données sur la densité. Ces données devraient être hautement prioritaires, car elles déterminent l'emplacement des investissements privés dans l'immobilier résidentiel ou commercial. Pour les zones de la périphérie de la ville en particulier, le tarif des terrains détermine les orientations futures de l'expansion urbaine.

La plupart des analystes de la dynamique et de la transformation urbaines s'accordent à dire que tous les maux de la ville proviennent de l'absence de contrôle efficace de la valeur des terrains. Le volume de la littérature consacrée au développement urbain en Afrique contraste avec le peu de connaissances empiriques sur la formation de la valeur des terrains. Cette insuffisance des connaissances est aggravée par l'absence de données sur la valeur des terrains pour le logement à la personne niveau de la ville. S'il est vrai que les discussions théoriques inspirées ou orientées par l'Occident sur la formation de la valeur du terrain s'appliquent directement à la situation particulière des pays africains, il est important de noter qu'elles pourraient servir de base pour le suivi et l'évaluation des changements de modèles d'urbanisation sur le continent. En fait, on doit donc s'attarder sur les perspectives théoriques qu'elles présentent sur la pénurie du terrain à usage résidentiel et la façon dont elles influent sur la valeur du terrain urbain. De grandes théories sur la valeur du terrain indiquent que la pénurie des terrains urbains entraîne la concurrence entre les différents utilisateurs (ménages, industries, services). Les formes de cette concurrence sont déterminées par l'emplacement des terrains demandés par différents utilisateurs, leur évaluation subjective par les utilisateurs potentiels (qui peuvent céder la place à la spéculation), et les coûts de transport encourus.

D. Privation de revenus en ville

La pauvreté dans la ville est un aspect économique tout aussi important du développement urbain, pauvreté de revenus au niveau individuel mais aussi en termes de privation et de vulnérabilité socioéconomiques associées à ses manifestations spatiales dans la ville. Une chose est de connaître la généralisation de la pauvreté dans les villes africaines, mais c'en est une autre d'aborder la création de richesse d'un point de vue institutionnel dans la mesure où la ville se transforme et recherche l'inclusion. L'exclusion sociale concerne la pauvreté, d'un point de vue individuel, et l'inclusion les groupes de personnes vulnérables à la pauvreté en ville. La CEA a proposé un indice de mesure quantitative de l'exclusion sociale et de règlement de ce problème dans le cadre du processus de transformation de l'Afrique (CEA, 2015). Plus important encore, il faudrait tenir compte de l'influence des institutions basées en ville sur la vulnérabilité devant la pauvreté. Une approche qualitative est donc proposée pour servir d'indicateur multidimensionnel de l'évaluation des aspects des institutions urbaines qui déterminent la vulnérabilité aux privations associées à la réduction de la pauvreté. L'indicateur est qualitatif, car il repose sur un ensemble d'actions qui, correctement et régulièrement suivies et vérifiées, peuvent servir de tableau de bord à l'évaluation du caractère inclusif de la ville. Pour être efficace et efficiente, cette approche qualitative est participative dans sa conception, car elle implique la participation de groupes qui peuvent être affectés par certaines mesures, ou leur absence, prises par les organismes publics ou d'autres organisations impliquées dans la gestion des villes. Elle appelle par conséquent un engagement public pour aborder l'ensemble de contraintes qui empêchent l'action locale dans la réduction de la pauvreté. L'action locale et les mesures de lutte contre la pauvreté sont axées sur la ville, participatives et entraînées par le partenariat public-communauté. Sur le plan de la saisie de données, leur mise en œuvre est très souple et ne nécessite pas de coûteuses et complexes enquêtes à grande échelle.

La pauvreté reflète les difficultés économiques auxquelles des milliers de citoyens font face dans leur survie quotidienne. Les enquêtes auprès des ménages ont, à des degrés divers, permis de documenter l'incidence de la pauvreté dans les régions rurales et urbaines de l'Afrique. Il est bien établi que les villes africaines ne sont pas seulement des moteurs de croissance et des lieux de concentration des ressources, mais qu'elles sont également des lieux d'exclusion pour les groupes qui sont vulnérables à la pauvreté, en particulier ceux à faible revenu. Sur le plan de la planification urbaine, la conception de mécanismes d'inclusion, dans

tous les aspects de la vie urbaine, est un objectif qui doit être poursuivi de manière intensive. En fait, cette ambition est clairement affichée dans l'Objectif 11 (centre urbain) des objectifs de développement durable. La réalité statistique est que les indicateurs de l'incidence de la pauvreté dans les villes (toutes tailles confondues) sont rares et difficiles à obtenir en temps opportun. En outre, les indicateurs de pauvreté sont la plupart du temps dépassés dans la mesure où ils dérivent généralement d'enquêtes qui ne sont pas récentes. Les indicateurs quantitatifs mesurés au niveau individuel sont quelque peu insuffisants dans l'évaluation des progrès réalisés dans la réduction de la pauvreté en ville. Par ailleurs, lorsqu'ils existent, les indicateurs ne renseignent pas sur la qualité des connaissances locales concernant les aspects les plus répandus de la pauvreté et les mesures prises pour y remédier. Par conséquent, une approche proactive privilégiant une évaluation plus qualitative de la vulnérabilité peut davantage donner lieu à des actions participatives et efficaces dans la réduction de la pauvreté. C'est l'option choisie dans la présente section pour mettre en évidence un moyen novateur permettant d'atteindre l'objectif des villes inclusives.

Il est donc important de reconnaître que, dans la plupart des villes, les causes de la pauvreté sont à la fois internes (liées aux qualités personnelles des pauvres) et externe. Il en est ainsi en raison des liens qu'ils ont avec l'échec ou les capacités limitées des organismes gouvernementaux ou locaux ou des ministères dans l'acquittement de leurs responsabilités. Si le rôle majeur dans la mise en place des infrastructures revient au gouvernement national, c'est néanmoins la capacité et la qualité des démembrements locaux de ces organismes qui influencent principalement la qualité et l'étendue des prestations sur le terrain. La plupart des villes africaines souffrent de l'insuffisance des infrastructures et des services sous diverses formes. Cette insuffisance résulte plus de la capacité limitée ou du manque d'intérêt de l'autorité urbaine ou des organisations que de l'incapacité des individus ou des ménages, dont les revenus sont trop faibles, à effectuer les paiements. Les insuffisances du public peuvent résulter de différents facteurs, notamment le refus d'agir de façon appropriée, l'incapacité d'agir, l'inefficacité dans l'offre d'infrastructures à des coûts raisonnables, des investissements irréalistes et coûteux au-delà de la capacité de paiement de l'utilisateur, et l'absence de mesures incitatives et de règlements qui permettent de combler les lacunes des prestations. Il n'existe pas d'indicateurs tangibles des différents facteurs, parce qu'ils ne sont pas souvent pris en considération dans l'explication de la pauvreté en ville. Il ressort toutefois des études de cas de réduction de la pauvreté en ville réalisées en Afrique du Sud, au Sénégal et au Kenya que l'un des critères de réussite essentiels est la qualité de la relation et les progrès permanents des pauvres et des organismes gouvernementaux qui ont les ressources ou le pouvoir pouvant aider à régler les aspects de la privation. (Mitlin et Satterthwaite, 2004). Ceci suggère que la portée des interventions visant la réduction de la pauvreté soit liée à la situation et aux capacités /contexte locaux. Les interventions doivent être guidées les possibilités sur le terrain. La ville présente d'énormes possibilités de travailler avec des groupes de pauvres pour étendre les infrastructures et les services de base, soutenir l'amélioration du logement et sécuriser le droit de propriété. Naturellement, certaines priorités doivent être établies, mais le problème de ce que devrait être une priorité devient minime si les autorités de la ville et les organismes associent les groupes urbains aux discussions et si les groupes de pauvres urbains comprennent les difficultés auxquelles font face les organismes gouvernementaux en ville. Ainsi, pour que fonctionnent les villes solidaires, les interventions ont besoin d'informations pour être gérées et communiquées. Actuellement, cette exigence n'est pas efficace dans les efforts nationaux de contrôle de l'urbanisation.

V. Dimensions environnementales de l'urbanisation avec une référence spéciale au centre-ville (Objectif 11) des objectifs de développement durable

La société urbaine africaine connaît une rapide mutation. Pendant de nombreuses décennies, les pays africains étaient des sociétés rurales vivant de l'agriculture. La période post-indépendance, marquée par les tendances de transformations socioéconomiques et, plus récemment, la mondialisation des échanges a conduit à de profonds changements de la situation environnementale et de la dynamique d'urbanisation. Ces transformations sont visibles dans les villes à travers leurs effets contradictoires. Les inégalités qui s'aggravent malgré une croissance économique survenant après plusieurs années de marasme économique et d'ajustements structurels sont à l'origine de nombreux défis environnementaux. Ces inégalités ont également offert des possibilités de promotion des investissements et de mobilisation des ressources dans les villes, ressources essentielles dans l'accomplissement du développement global.

Des millions d'Africains vivent dans des conditions préjudiciables à leur santé et à leur niveau de vie en général. Les aléas inhérents à la transformation urbaine varient sensiblement tant au plan national qu'international. Cependant, la majorité des grandes villes affichent les effets négatifs des transformations urbaines anarchiques.

Il ressort du peu d'informations disponibles que la croissance urbaine a devancé la capacité des pays à répondre aux besoins alimentaires de la population. Des millions de personnes se sont ainsi retrouvées avec des revenus et une alimentation insuffisants, sans logements ni services adéquats. Il est intéressant de noter que dans les années 1970 et 1980, les statistiques et les indicateurs étaient nettement meilleurs que ceux de nos jours. Les efforts accomplis au cours des décennies qui ont suivi les indépendances auraient pu être anéantis par les réformes économiques menées depuis la période des programmes d'ajustement structurel qui ont empêché les institutions publiques de respecter les engagements pris en matière de collecte des données.

De toute évidence, l'insuffisance des statistiques basées sur les faits n'est pas le seul facteur responsable des difficultés sociales de l'Afrique. Les mauvaises politiques, notamment l'absence de planification urbaine, ont également conduit à l'état de développement actuel de la région. Le développement urbain a certainement des incidences sur la santé et l'environnement au regard des nouvelles formes d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain.

A. Populations des bidonvilles

Une des insuffisances les plus frappantes des statistiques est le nombre croissant de personnes vivant dans des bidonvilles. Le phénomène des bidonvilles est l'une des principales dynamiques spatiales, tout comme l'urbanisation rapide, la planification et la gestion urbaines médiocres dans certains cas. Le continent africain abriterait le plus grand nombre de bidonvilles au monde, bien qu'il ne soit pas en tête de peloton en termes de nombre de citoyens vivant dans des zones classées comme bidonvilles. Selon des données de l'ONU-Habitat, le processus d'urbanisation de l'Afrique est pratiquement devenu synonyme de développement des bidonvilles. En Afrique, 199,5 millions de citoyens, un chiffre impressionnant, vivent dans des bidonvilles, alors qu'on ignore le nombre réel des habitants des bidonvilles confrontés aux déficits de logements.

Le cadre urbain des objectifs de développement durable (Objectif 11 présenté en détails à l'annexe 3 du présent rapport), l'Objectif 11.1 souligne l'importance de disposer de statistiques fiables pour déterminer la croissance des populations des bidonvilles dans ces pays. Il existe toujours un certain degré d'incertitude des statistiques des bidonvilles. On peut facilement combler ce manque de statistiques par les données issues du recensement de la population en ce qui concerne les caractéristiques des ménages ou les techniques de télédétection.

Dans la quasi-totalité des pays couverts par la présente évaluation, cette source d'informations n'a pas été utilisée efficacement pour mieux faire connaître la population des bidonvilles. Quatre facteurs semblent à l'origine cette situation.

Le premier facteur est la méthodologie énumérative utilisée lors du recensement qui suscite des interrogations. La pratique d'énumération des zones communément utilisée lors du recensement tend à occulter les frontières physiques des bidonvilles. Le deuxième facteur indique que les bidonvilles font partie intégrante de la ville, il est par conséquent superflu de produire des données séparées pour cette population.

Le troisième facteur, d'un point de vue plus conceptuel, présente une définition du bidonville qui brouille de nombreuses caractéristiques propres aux types de logements que l'on trouve à ces endroits et le caractère interchangeable des termes (squatter, bidonvilles, habitat informel) associés à sa définition. La dimension spatiale est inexistante en ce qui concerne la localisation urbaine. Le bidonville est présenté comme un ménage, et non comme une forte concentration de ménages pauvres à un endroit ou un site particulier de la ville.

Le dernier facteur, mais non le moindre, indique que le critère utilisé dans la définition d'un ménage de bidonvilles est sujet à caution. En retenant les critères tels que l'assainissement et l'évacuation des eaux usées, l'électricité et la disponibilité de l'eau potable à domicile, toute la population urbaine, notamment celle des villes secondaires de la plupart des régions d'Afrique serait considérée comme habitants des bidonvilles. Toutes ces méthodologies et les questions qu'elles engendrent commandent une redéfinition du bidonville. Le Programme mondial de recensements de la population et des logements de 2020 offre ainsi une plateforme permettant de comprendre le site d'informations contenues dans le questionnaire du recensement en prévoyant un identificateur qui aidera à recenser et à exploiter les données se rapportant particulièrement aux caractéristiques des bidonvilles (population résidente de droit, conditions de logement, activités économiques, infrastructures et services). Ces orientations devront être examinées dans le cadre du Programme. Le format de recensement réel a tendance à éluder la question des bidonvilles dans la mesure où l'exploitation des données ne permet pas une compréhension profonde de ces quartiers dits défavorisés en termes de démographie, de structures sociales et de couverture infrastructurelle. Généralement, le format composite sur lequel repose la compilation des données urbaines ne tient pas compte de la situation des personnes vivant dans les bidonvilles.

B. Utilisation des terres, périurbanisation et ruralisation des villes

Le présent rapport a également identifié la « périurbanisation » et la « ruralisation » des villes comme des types de dynamiques urbaines dont l'importance ne cesse de grandir. Malgré leur prédominance spatiale, les statistiques sur la périurbanisation et la ruralisation des villes nécessaires à la surveillance des modèles de croissance des zones périurbaines sont inexistantes. Ces deux formes urbaines reflètent le contexte économique, la culture et la société dont elles font partie et les changements qu'elles subissent.

Alors que les logements deviennent rares et les revenus insuffisants à ce point où les populations des classes inférieures et même des classes moyennes choisissent la périphérie pour leur logement, l'expansion qui touche les périphéries urbaines s'explique par l'exode rural et la prolifération de l'habitat informel. Cependant, cette description n'offre pas une définition exacte de la périurbanisation dans la mesure où les statistiques relatives aux questions de démographie et d'occupation du territoire de ces zones périphériques sont rares et inexistantes dans de nombreux pays.

La production d'une liste des villages et autres établissements ruraux des alentours de la ville et de leurs populations respectives pourrait être prise en compte lors du recensement effectué pour contrôler la disparition des villages et établissements ruraux qui ont été intégrés ou annexés à la zone métropolitaine. Cette recommandation doit être incluse dans le Programme mondial de recensements de la population et des logements de 2020.

La ruralisation de l'espace urbain est caractérisée par la pratique très répandue de l'agriculture à petite échelle dans les villes. On estime que dans de nombreuses villes africaines – notamment les capitales telles que Nairobi, Lusaka, Brazzaville, Kampala, Kinshasa et Dakar – plus de la moitié des ménages vivant dans des zones à faible revenu ou à revenu intermédiaire cultive une partie de leurs produits vivriers à proximité de leurs habitations ou en périphérie, principalement pendant la saison sèche. De nombreux ménages pratiquent cette agriculture pour des besoins de subsistance ou comme activité génératrice de revenus.

C. Transport, mobilité et accessibilité

À l'échelle urbaine, le secteur du transport est le plus négligé dans la collecte des données statistiques. Cette négligence devient flagrante lorsqu'on examine les différents modes de transports (marche à pied, véhicule personnel, vélo, autobus). D'après l'enquête menée dans le cadre du présent rapport, aucun pays ne produit des statistiques sur les distances à parcourir pour emprunter le bus local, se rendre dans les centres de santé ou dans les établissements scolaires, etc. Bien que certaines questions relatives aux modes de transport et aux distances à parcourir jusqu'aux points de transit aient été incluses dans l'enquête auprès des ménages et plus récemment dans les recensements de la population, ces informations ne semblent pas être pleinement exploitées pour les besoins de l'enquête. En Afrique, la mobilité intra urbaine par le biais des transports en commun (privé ou public) est devenu le mode le plus onéreux pour les ménages. La mobilité peut s'exprimer en termes de besoin de déplacements individuels et de satisfaction de ce besoin au sein d'une agglomération.

Les données indiquent que la mobilité quotidienne se définit comme étant le nombre moyen de déplacements effectués par un individu d'une population donnée. Généralement, la mobilité est étroitement liée au nombre et à l'importance des activités d'une ville, mais elle a tendance à aller de pair avec l'amélioration des conditions de vie, c'est-à-dire les revenus, et les modes de transports qui dépendent eux aussi des revenus.

L'expansion des agglomérations urbaines, suite à la périurbanisation et à la transformation de zones rurales en résidences urbaines, bloque les principaux axes routiers qui servent de nœuds de transports dans la mesure où les autobus peuvent devenir inaccessibles aux citoyens qui veulent faire des navettes. En observant les dynamiques urbaines, l'on peut conclure que la mobilité spatiale de milliers d'Africains dans les villes est restée pendant de nombreuses décennies entravée par les contraintes des systèmes de transports inefficaces. Ce manque d'efficacité a atteint son paroxysme et un point de non-retour dans les années 1980 et

1990 avec la mise en œuvre de réformes macroéconomiques instituées dans le cadre des programmes d'ajustement structurel. Au titre des conséquences de ces programmes, on peut citer entre autres la fermeture de plusieurs entreprises publiques prestataires de services de transports. Depuis la fermeture de ces entreprises, des mesures appropriées n'ont pas été adoptées pour remédier à ces insuffisances.

La bonne organisation du système des transports permet de concilier la société et l'espace, et de mettre la société en état de marche. Avec ses caractéristiques imprévues, notamment la faible densité, la faible construction des résidences et les mauvaises infrastructures routières, l'expansion urbaine est à l'origine de nombreux problèmes liés aux transports des personnes et des biens. Même dans les villes moins peuplées (villes secondaires), l'occupation des sols peut dépasser celle des grandes métropoles des pays développés. Le doublement de la population vivant dans des villes telles que Pointe-Noire a triplé l'étendue de la zone urbaine en l'espace de dix ans, pourtant les archives disponibles sur l'espace urbain de la ville indiquent que sa superficie demeure la même notamment 1144 mètres carrés. Au milieu des années 1990, la dévaluation de la monnaie commune, le franc CFA, a fait augmenter les prix des véhicules importés et précipité l'effondrement des entreprises de transports par autobus en Afrique francophone. Parmi ces entreprises, on peut citer : Transports urbains de Conakry (Conakry, Guinée); Société des transports urbains de Brazzaville (Brazzaville, Congo); et la Société des transports urbains du Cameroun (SOTUC, Cameroun). L'expansion urbaine – à laquelle s'ajoutent une réduction importante de l'offre de transport public, les difficultés financières et une baisse des revenus réels au sein de la population – reste le problème majeur des pays africains.

Les modes de transport sont liés aux pratiques d'utilisation des terres urbaines et, dans la plupart des villes, il n'existe aucune planification spatiale et urbaine dans la mesure où dans nombre de pays africains, le processus de planification gouvernemental a pris fin avec l'adoption de mesures économiques dictées par le marché. Dans ces conditions, l'expansion des villes (étalement) façonne les réseaux de transport et non l'inverse. La demande en matière de transport de masse et d'autres moyens de transport va grandissante à mesure que la consommation évolue sous les effets combinés de plusieurs leviers, notamment l'expansion urbaine et la démographie dont le rôle est capital. L'absence de planification a éloigné les habitants des nœuds de transport, principalement situés sur les axes principaux. En raison de la faible densité de certaines zones périphériques situées aux abords des centres urbains (quartiers d'affaires), les citoyens doivent emprunter des trajets différents pour arriver à destination. Dans de nombreuses villes africaines, en particulier dans les grands centres urbains (Kinshasa, Nairobi et Dakar), la distance parcourue dans un véhicule de transport de masse peut dépasser 10 km et nécessiter parfois plus d'une heure à cause des embouteillages. Les lieux de travail sont généralement situés dans les centres-villes (symbole des villes coloniales) très loin des logements des populations. En raison de la forte demande de services de transport, les propriétaires de véhicules personnels sont nombreux à offrir leurs services et saisir les opportunités générées par le transport de masse. Dans plusieurs villes africaines, très peu de personnes possèdent des véhicules personnels et la majorité des citoyens sont contraints d'utiliser les transports en commun pour aller d'un point à un autre de la ville. Dans certaines villes, telles que Pointe-Noire (Congo) ou Yaoundé (Cameroun), le paradoxe que l'on peut observer est la présence « d'un très grand nombre de petits véhicules qui font office de taxi » et paralysent ainsi le trafic dans des zones particulières qui nécessitent plusieurs heures pour être décongestionnées. On estime que le nombre de véhicules légers a évolué de façon exponentielle – malgré l'absence de statistiques – entraînant ainsi d'énormes embouteillages et une augmentation des coûts de santé publique engendrés par des accidents de la route.

Pour être efficace, un système de transport doit tenir compte des quatre dimensions suivantes :

- a) Le temps (histoire et évolution des villes, maintien des investissements dans les transports, transit) ;
- b) L'espace (réseaux routiers, relations entre le centre et la périphérie, influence de la forme d'urbanisation sur les modes de transport) ;
- c) Les finances (les coûts de transport pour les individus et la communauté) ;
- d) La qualité (services rendus aux usagers non seulement en termes de confort et la sécurité des individus mais également de réduction de la pollution de l'air et de sécurité).

Comparativement à la situation qui prévaut dans d'autres régions du Sud (Asie et Amérique Latine), très peu de données empiriques ont été collectées sur ces quatre dimensions dans de nombreux pays d'Afrique à cause d'un mauvais enregistrement des statistiques.

Les moyens de transport en commun et individuels sont des vecteurs de mobilité au sein des villes africaines. Les moyens de transport individuel sont les modes de transport tels que la marche à pied, le vélo, la moto et les véhicules personnels, alors que les moyens de transport en commun sont assurés par des entreprises publiques de transport (là où elles sont encore en activité) et le secteur privé (avec une forte présence d'opérateurs informels).

Bien que la cible 11.2 de l'Objectif 11 soit assez exhaustive en ce qui concerne les fonctions du transport public, elle se focalise extrêmement sur le transport public et sur villes ayant un seuil de population de 500 000 habitants. Les indicateurs proposés écartent ainsi les villes de petite taille et de taille moyenne et font clairement oublier que la situation actuelle est celle d'un secteur de transport de masse dominé par des opérateurs artisanaux évoluant dans l'informel comme c'est le cas dans plusieurs villes africaines aujourd'hui. Il convient de collecter des données plus pertinentes sur les populations des bidonvilles, la périurbanisation, la ruralisation des villes, les modes de transport, la présence des arrêts bus dans les quartiers et la distance à parcourir pour y arriver, ainsi que le financement des différents modes de transport. Ces données doivent tenir compte des différents poids démographiques des villes (grande, moyenne et petite) classées urbaines d'après la définition nationale. De telles données doivent fournir des indices pertinents pour assurer le contrôle et le suivi des statistiques d'urbanisation pour les villes africaines.

D. Traitement des déchets et résilience des villes

Dans la majorité des villes africaines, les statistiques sur la gestion des déchets (collecte et valorisation) sont très rares. La gestion des déchets est un domaine négligé par les autorités municipales surtout dans des petites villes et les villes moyennes. Dans tous les pays, il est difficile d'obtenir des informations sur la quantité de déchets (généralement mesurée en kg par habitant) produite à l'échelle municipale. Cela est également valable pour le nombre de sites de décharge correctement gérés. Dans certains pays, les déchets sont disposés sur les plages ou abandonnés pendant de longues périodes dans l'espace public. La plupart des sites de décharge ne sont pas contrôlés et sont des vecteurs de pollution de l'air, du sol et de l'eau.

La résilience est une autre dimension des conditions de vie dont les données ne sont pas produites par les bureaux nationaux des statistiques. La résilience se définit comme la capacité des populations à s'adapter et à se remettre d'un phénomène naturel. Les villes africaines sont très exposées aux catastrophes naturelles causées par des phénomènes naturels comme les fortes précipitations, la montée du niveau de la mer, les tempêtes, les vagues de chaleur et d'autres phénomènes extrêmes. Ces catastrophes sont exacerbées par les changements climatiques et les villes sont particulièrement affectées par ce phénomène à cause des gaz à effets de serre qu'elles produisent. L'Objectif 11 (villes et communautés durables) met l'accent sur la construction des sociétés durables dans les villes à l'échelle mondiale. La mauvaise planification foncière et l'occupation anarchique de l'espace exposent davantage les citoyens aux risques liés aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques. Une seule journée de pluie peut sérieusement endommager le patrimoine immobilier et les biens du ménage dans des régions sensibles de la ville (comme c'est souvent le cas dans plusieurs logements précaires situés aux abords de la ville de Cape Town (Afrique du Sud)) à cause des matériaux inadéquats utilisés pour la construction des unités d'habitation et de la nature du sol sur lequel le logement a été construit. Les zones de logements précaires sont toujours exposées au risque d'inondation après de fortes précipitations dans la mesure où les maisons sont construites avec des matériaux provisoires sur des contrebas. Très peu de villes fournissent des informations sur les groupes de population et les emplacements à risques. Le déficit de données statistiques peut être compensé par des données obtenues du SEDAC mentionné plus haut. Cela ne sera certainement pas suffisant, dans la mesure où les systèmes d'enregistrement d'informations localisées sur les éventuels dangers. Le préjudice causé et la réponse aux catastrophes pourraient contribuer à accroître la résilience de manière plus préventive que les solutions ponctuelles présentées sous forme de « groupe de travail d'urgence de la ville » pour accompagner les personnes sinistrées. Ces informations doivent inclure le nombre et la situation foncière des zones à risques, la nature des risques, le type d'expansion spatiale, la dotation en infrastructures pour atténuer les risques et les ressources publiques mobilisées pour prévenir les dommages. Les réponses des populations sinistrées basées sur des systèmes de connaissances autochtones sont d'une importance capitale dans le renforcement de la résilience des sociétés urbaines. Le degré d'utilisation des systèmes de connaissances autochtones par les personnes vulnérables n'est pas souvent pris en considération dans l'atténuation des effets des catastrophes naturelles.

Parmi les multiples problèmes environnementaux, la pollution de l'air constitue un défi majeur pour les villes africaines, bien que la collecte de statistiques ait tendance à contourner cet aspect. Le peu d'intérêt que le public accorde à cette question ne signifie nullement que le problème n'existe pas. La ville du Caire est un exemple patent des répercussions que peut avoir la pollution de l'air dans la vie des habitants. Le nombre croissant de véhicules anti-écologiques contribue fortement à la pollution de l'air, bien qu'il existe de nombreuses autres sources de pollution, notamment les usines. La pollution de l'air causée par des sources mobiles peut être mesurée de plusieurs façons, notamment par : les concentrations ambiantes d'oxydes de soufre (mg/m^3), les retombées de poussières ($\text{ton/km}^2/\text{mois}$), (C) les concentrations ambiantes de matières particulaires (mg/m^3), les concentrations ambiantes de monoxyde de carbone (mg/m^3) et les concentrations ambiantes d'oxyde nitrique (mg/m^3) (Institute for Global Environmental Strategies, 2004). Aucune de ces mesures n'est enregistrée à ces niveaux en Afrique. Des sources secondaires sont utilisées pour obtenir des indicateurs nécessaires. Étant donné que la pollution de l'air peut être considérée comme une question liée aux systèmes des transports dans une ville, notamment dans les grandes cités, les données statistiques doivent être mises en corrélation avec le nombre de véhicules en circulation, la distance parcourue par véhicule, la consommation de carburant par kilomètre parcouru et le facteur d'émission (émissions par unité de carburant consommé).

Après cette évaluation des dimensions démographiques, socioéconomiques et environnementales de l'urbanisation, le chapitre suivant s'attèle à formuler des recommandations nécessaires pour assurer le contrôle et le suivi de l'urbanisation.

VI. Conclusions et recommandations pour le renforcement des statistiques urbaines en Afrique

L'urbanisation en tant que processus est un phénomène pluridimensionnel qui nécessite un contrôle et un suivi à travers le temps et l'espace, et des techniques statistiques appropriées permettant de mesurer ces multiples dimensions. La compréhension objective du lien existant entre l'urbanisation et d'autres processus de répartition de la population notamment la dispersion et la concentration (examinées au chapitre II du présent rapport) requiert des efforts conjoints des bureaux nationaux de statistiques pour la maîtrise et l'utilisation des mesures statistiques de ces processus.

Tout en reconnaissant que des disparités existent entre les pays, le présent rapport propose un certain nombre de mesures du niveau d'urbanisation qui sont disponibles et peuvent être utilisées à des fins de comparaisons internationales. Cependant, lors de la comparaison entre pays, chacune de ces mesures exige que l'on considère les définitions nationales comme critère de taille réel ou arbitraire.

Lors de la collecte des statistiques en zones urbaines, on devrait garder à l'esprit que l'évolution de la population urbaine résulte de l'interaction entre la population et le processus d'urbanisation. Les processus d'urbanisation qui influent sur l'évolution démographique se caractérisent par le reclassement des localités et l'annexion des territoires à d'anciens centres urbains. Les processus démographiques qui influencent l'évolution de la population urbaine sont des changements naturels et les migrations. La somme des changements de la population urbaine peut être calculée sur la base de ces sources. Il importe par conséquent de recueillir des données appropriées sur chacune de ces composantes de l'évolution démographique.

Les recensements de la population et les enquêtes nationales auprès des ménages permettent d'évaluer directement les conditions de vie des populations urbaines. Prises annuellement, comme c'est le cas dans de nombreux pays africains, les enquêtes par sondage fournissent des informations actualisées sur les caractéristiques de l'évolution des populations urbaines concernant les conditions physiques et socioéconomiques de leurs zones d'habitation. Des efforts supplémentaires doivent être déployés pour inclure les navettes et les modes de transport dans les enquêtes par sondage et ces données doivent être examinées en rapport avec la taille de la ville.

Dans le Programme mondial de recensements de la population et des logements, davantage d'efforts doivent être fournis pour collecter et exploiter des données pertinentes sur les populations des bidonvilles et les populations vivant dans des zones écologiquement fragiles à l'instar des zones côtières, etc. Les recensements permettent de déterminer l'effectif de ces populations et peuvent ultérieurement servir de cadre d'échantillonnage pour les enquêtes-échantillons.

Le développement des technologies de l'information géographique a eu des incidences notables sur la production de données spatiales si nécessaires à la compréhension du phénomène de l'urbanisation. Le système d'information géographique produit des données par satellites qui sont devenues de puissants outils pour la planification stratégique, la surveillance et la

protection de l'environnement, la lutte et la protection contre les inondations et les problèmes causés par l'expansion urbaine. Les données de télédétection issues des systèmes d'information géographique permettent de décrire et de surveiller les zones urbaines de manière plus fiable et opportune qu'il n'était possible auparavant. Il convient d'intégrer convenablement les renseignements issus de recensements et d'enquêtes-échantillon pour favoriser la numérisation de telles données aux fins d'analyse spatiale. Associer l'information à l'emplacement permettrait par exemple de détecter les régions de la ville les plus vulnérables aux inondations saisonnières et à d'autres catastrophes naturelles, de déterminer les endroits de la ville qui se développent le plus et où les besoins sont les plus pressants en termes d'eau, d'électricité et de transport.

En vue d'assurer le contrôle et le suivi des questions liées à l'urbanisation sur une base annuelle, les cinq indicateurs clés suivants peuvent être utilisés : les schémas d'aménagement du territoire pour la construction des logements à la périphérie des villes, la réduction du nombre de licences délivrées aux opérateurs privés du secteur du transport en commun, la localisation géographique et la taille des groupes de population particulièrement vulnérables aux catastrophes naturelles de toutes sortes, la croissance du nombre de routes correctement bitumées et plus sûres pour les différents modes de transports, et le nombre d'opérateurs publics et privés exerçant dans le domaine du traitement des déchets.

Pour pallier l'insuffisance et l'obsolescence des informations, les sources alternatives examinées au chapitre III sur d'importants volumes de données peuvent être utilisées pour obtenir les renseignements dont on a tant besoin. Ces sources peuvent aussi parfois servir de canaux complémentaires pour recueillir des données sur l'urbanisation.

La correction efficace de ces lacunes nécessitera la mise en place d'un programme harmonisé de statistiques urbaines régionales guidé par la Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique sous la direction de la Commission statistique pour l'Afrique. Ce programme contribuera également aux travaux du Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable et aux actions de promotion du Programme mondial de recensements et des logements de 2020, la première révision de l'Appendice africain aux Principes et recommandations sur les recensements de la population et des logements.

Le programme des statistiques urbaines de l'Afrique viserait à fournir des informations exhaustives, comparables et fiables pour des politiques et des stratégies factuelles qui encouragent la mise en place des villes et établissements humains, moteurs de la transformation et de la croissance inclusives. Il permettra ainsi de renforcer les capacités des systèmes nationaux de statistiques dans la collecte, la compilation et l'analyse des statistiques urbaines à travers une approche régionale coordonnée. Ce programme s'articulera autour des points ci-après :

a) Un groupe de travail sur les statistiques urbaines placé sous la tutelle de la Commission statistique pour l'Afrique et chargé de conduire la mise en application du programme des statistiques urbaines ;

b) Un examen approfondi des statistiques urbaines nationales pour mieux comprendre les principales lacunes et opportunités ;

c) Un manuel sur les statistiques urbaines basé sur l'analyse des statistiques urbaines nationales pour orienter les États membres dans la collecte et l'analyse des données urbaines conformément au rapport sur les engagements mondiaux et régionaux ;

d) Un renforcement des capacités en matière de statistiques urbaines afin d'encourager l'harmonisation de la production nationale des statistiques urbaines et favoriser la comparabilité régionale ;

e) Un réseau de statistiques urbaines permettant de faciliter l'échange et l'apprentissage mutuels entre experts statisticiens nationaux et régionaux, institutions, et autres parties prenantes concernées.

Annexe 1

Données urbaines sélectionnées dans les recensements de la population par pays africain

Pays ou région et dates du recensement	Données de recensement disponibles	Unité administrative	Nombre de capitales régionales et leur superficie (en m ²)	Nombre de villes principales	Population totale	Population des mêmes villes principales par pays disponibles à chaque recensement
Algérie	1998 2008	Wilaya	48	39	Oui	Oui
Angola	2014	Provincia Município	29	2	Oui	Oui
Afrique du Sud	1996 2001 2011	Province	9	16	Oui	Oui (6 villes manquantes en 1996)
Bénin	1992 2002 2012	Département	91	14	Oui	Oui
Botswana	1991 2001 2011	District	10	10	Oui	Oui
Burkina Faso	1996 2006	Région	13	11	Oui	Oui
Burundi	1990 2008	Province	18	ND	Oui	Oui
Cameroun	1976 1987 2005	Département	58	15	Oui	Oui
Cabo Verde	1990 2000 2010	Municipality/ Concelho	22	3	Oui	Oui
République Centrafricaine.	1988 2003	Sous-préfecture	17	9	Oui	Oui uniquement pour l'année 2003
Comores	1991 2003	Îles	3	3	Oui	Oui uniquement pour l'année 1993 et la capitale pour l'année 2003
Congo	1984 1995 (annulé) 2007	Département Commune	12	3	Oui	Oui uniquement pour l'année 2007
République démocratique du Congo	Aucun recensement depuis les années 1990	Province	11	18	Estimations de l'Organisation des Nations Unies	Estimations de l'Organisation des Nations Unies
Côte d'Ivoire.	1998 2014	District/ Région	14	10	Oui uniquement	Oui (résultats préliminaires)

					pour l'année 1998	
Djibouti	2009	Région/ville	6	4	Oui	ND mais non publié
Égypte	1996 2006	Gouvernorat	29	31	Oui	Oui
Guinée équatoriale	1994 2001	Région/province	7	5	Oui	Uniquement pour 1994
Érythrée	1997 (nombre)	Région / Zoba	27	1	Oui (à partir d'un nombre)	Oui (à partir d'un nombre)
Éthiopie	1994 2007	Astadader/kilil	11	15	Oui	Oui
Gabon	1993 2003	Province	9	5	Oui	Oui
Gambie	1993 2003 2013	LGA/district	8	7	Oui	Oui
Ghana	1984 2000 2010	Région	10	31	Oui	Oui
Guinée	1983 1996 2014	Région / préfecture	34	8	Oui	Oui (résultats préliminaires de 2014)
Guinée-Bissau	1979 1991 2009	Région/secteur	9	1	Oui	Oui
Kenya	1999 2009	Canton	47	33	Oui	Oui
Lesotho	2006	Conseil communautaire/ District	10	12	Oui	Oui
Libéria	1984 2008	Canton	15	9	Oui	Oui pour 2008 Monrovia seulement pour 1984
Libye	2006 (les Libyens uniquement) 2006 (y compris les non- Libyens)	Sha'biya	20	6	Oui	Aucune donnée de recensement, uniquement des estimations datant de 1990
Madagascar	1993 2013	Région	22	22	Oui	Seulement pour 1993
Malawi	1998 2008	Central region	31	4	Oui	Oui
Mali	1998 2009	Région/district de Bamako	9	8	Oui	Oui
Mauritanie	1988 2000 2013	Wilaya	13	10	Oui	Oui pour 2000 et 2013
Ile Maurice	1990 2000 2011	District géographique et deux îles	10	Non indiqué	Oui	Non indiqué
Mayotte	-	-	-			
Maroc	1994 2004 2014	Région	10	26	Oui	Oui pour 1994 et 2004

Mozambique	1997 2007 2012	Province	11	21	Oui	Oui pour 1997 6 villes manquantes en 2007
Namibie	1991 2001 2011	Région	13	8	Oui	Oui pour 2001 et 2011, 2 villes manquantes en 1991
Niger	2001 2012	Département	63	14	Oui	Oui
Nigéria	1991 2006 2011	État	37	35	Oui	Aucune donnée de recensement. Uniquement pour Abuja en 2006
Rwanda	2002 2012	Intara (Province) Akarere (district)	30	10	Oui	Uniquement pour 2002
Saint-Hélène	2008	Îles	3	-	Oui	-
Sao Tomé-et-Principe	1991 2001 2013	Sous- district/district/rég ion	7	3	Oui	Uniquement pour 2001
Sénégal	2002 2013	Département	45	10	Oui	Uniquement les estimations pour 2009
Seychelles	2002 2010	District	9	-	Oui	-
Somalie	Aucune donnée de recensement.		18	-	Estimations	-
Sierra Leone	1985 2004	Province / district	167	5	Oui	Oui
Soudan du Sud	1983 2008	État/ Comté	22	1	Oui	Uniquement pour Jabu sur la base du recensement de 1993
Soudan	2008	État/wilayah	15	11	Oui	Oui
Swaziland	1997 2007	Région/Tikundla	15	6	Oui	Uniquement pour 1997, 3 villes seulement en 1986
Tchad	1993 2009	Département	59	20	Oui uniquement pour l'année 2009	Oui uniquement pour l'année 1993 et la capitale pour l'année 2009
Togo	1981 2010	Région / préfecture	35	6	Oui	Uniquement pour 2010
Tunisie	2004 2014(pre	Gouvernorat/ Wilaya	24	11	Oui	Uniquement les estimations de 2013.
Ouganda	1991 2002 2014 (prél.)	Région/district géographique	113	13	Oui	Oui pour 2014 2002 (1 ville manquante)

						1991 (2 villes manquantes)
République-Unie de Tanzanie	1988 2002 2012	Région	15	25	Oui	Huit villes manquantes en 1988 et 2002
Sahara Occidental	-	-				
Zambie	1990 2000 2010	Province / district	9	7	Oui	Uniquement pour 1990 et 2000
Zimbabwe	1992 2002 2012	Province / district	10	13	Oui	Oui mais 8 villes manquantes pour le recensement de 1992 et 2 pour le recensement de 2002

Annexe 2

Séquence, dimensions et variables au niveau de la ville

Séquence de la génération des données de l'urbanisation

Données urbaines -----→Statistiques urbaines/niveau de la ville-----→ Tendances de l'urbanisation

Dimensions et variables au niveau de la ville

Dimension	Variable
Démographique	Taille de la population Migrations (entrées-sorties) Composition de la population (sexe, âge) Naissances annuelles Décès annuels
Spatiale	Population reclassée
Sociale	Aller à l'école par niveau Vivant dans des logements insalubres par zone de concentration
Économique	Employés par type d'activité économique Catégorie de revenu (sexe, âge) Sources de revenus (sexe, âge)
Structure économique de la ville	Entreprises/entreprises par taille/secteur Service public par nombre d'employés/secteur Services privés par taille/secteur (y compris le secteur bénévole)
Infrastructure de la ville	Centres de santé par niveau de services Écoles par niveau d'éducation Mode de transport par zone de service Routes asphaltées Accidents de la route par gravité Opérateurs de collecte des déchets Décharges (contrôlées et non contrôlées) Commissariats de police Sites culturels/ patrimoniaux
Usage des terrains	Domaine du centre-ville (en km2) Domaine de la ville (centre + périphérie) Taille de la population vivant dans la périphérie Taille de la population vivant au centre-ville Taille de population vivant dans des zones écologiquement fragiles (y compris les zones côtières) Type d'habitation (centre-ville + périphérie)
Occupation des terrains	Occupation du terrain par type d'usages (y compris les canaux de drainage d'eau)
Résilience de la ville	Catastrophes naturelles (type et emplacement) Pertes annuelles causées par les catastrophes naturelles Réponses annuelles aux catastrophes naturelles par type (publiques, privées, communautaires)

Annexe 3

Objectifs de développement durable en référence à l'Objectif 11 : Objectifs du centre-urbain

L'Objectif 11 poursuit les cibles ci-après:

a) 11.1 – 1 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable, et assainir les quartiers de taudis ;

b) 11.2 – D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des systèmes de transport sûrs, accessibles et viables, à un coût abordable, en améliorant la sécurité routière, notamment en développant les transports publics, une attention particulière devant être accordée aux besoins des personnes en situation vulnérable, des femmes, des enfants, des personnes handicapées et des personnes âgées ;

c) 11.3 – D'ici à 2030, renforcer l'urbanisation durable pour tous et les capacités de planification et de gestion participatives, intégrées et durables des établissements humains dans tous les pays ;

d) 11.4 – Renforcer les efforts de protection et de préservation du patrimoine culturel et naturel mondial ;

e) 11.5 – D'ici à 2030, réduire considérablement le nombre de personnes tuées et le nombre de personnes touchées par les catastrophes, y compris celles d'origine hydrique, et réduire considérablement le montant des pertes économiques qui sont dues directement à ces catastrophes exprimé en proportion du produit intérieur brut mondial, l'accent étant mis sur la protection des pauvres et des personnes en situation vulnérable ;

f) 11.6 – D'ici à 2030, réduire l'impact environnemental négatif des villes par habitant, y compris en accordant une attention particulière à la qualité de l'air et à la gestion, notamment municipale, des déchets;

g) 11.7 – D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, en particulier des femmes et des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées, à des espaces verts et des espaces publics sûrs ;

h) 11.a – Favoriser l'établissement de liens économiques, sociaux et environnementaux positifs entre zones urbaines, périurbaines et rurales en renforçant la planification du développement à l'échelle nationale et régionale ;

i) 11.b – D'ici à 2020, accroître considérablement le nombre de villes et d'établissements humains qui adoptent et mettent en œuvre des politiques et plans d'action intégrés en faveur de l'insertion de tous, de l'utilisation rationnelle des ressources, de l'adaptation aux effets des changements climatiques et de leur atténuation et de la résilience face aux catastrophes, et élaborer et mettre en œuvre, conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), une gestion globale des risques de catastrophe à tous les niveaux ;

j) 11. c – Aider les pays les moins avancés, y compris par une assistance financière et technique, à construire des bâtiments durables et résilients en utilisant des matériaux locaux.

Source : Nations Unies, <https://sustainabledevelopment.un.org/sdg11>.

Références

Arnaud, Michel (1993). L'urbanisation en Afrique de l'Ouest. Mécanismes et Logiques.

Banque Mondiale (non datée) <http://data.worldbank.org/indicator/SP.URB.TOTL>.

Centre africain pour les villes (2011). *Urbanization imperative for Africa: transcending impasses*. Cape Town: Centre africain pour les villes.

Commission économique pour l'Afrique (2008). *The Africa Addendum to the Principles and Recommendations for Population and Housing Censuses. Revision 2. Statistics working paper series 1/Economic Commission for Africa ACS/WPS2/2008*, (Documents de travail sur les statistiques 1/Commission économique pour l'Afrique ACS/WPS2/2008), Addis-Abeba : Organisation des Nations Unies/Commission économique pour l'Afrique/Centre africain pour la statistique.

Commission économique pour l'Afrique (2015). *Indice africain de développement social: Mesure de l'exclusion humaine dans une optique de transformation structurelle*. Addis-Abeba.

Fonds des Nations Unies pour la population: *État de la population mondiale 2007: Libérer le potentiel de la croissance urbaine*. New York.

Friedmann, John (1979). *Urbanisation, Planning and National Development*. Beverly Hills/Londres. Sage Publications.

Institute for Global Environmental Strategies (2004). *Global environmental Challenge in Asia. Current situations and management strategies*. Hayama. IEGES.

Liu, Yanhua (2005). *Research on human dimensions of global environmental change in China*. Beijing. China Methodological Press.

Merlin, Pierre (1973). *Methodes quantitatives et espace urbain*. Paris. Masson et Cie.

Meyer, R. David (1986). "System of cities Dynamics in Newly Industrialising Nations", *Studies in comparative international development* 21, 3-22.

Mitlin et Satterthwaite, David (2004). *The under-estimation of urban poverty in low- and middle-income nations*. Document de travail n° 2010/28, les établissements humains l'IIED.

National Aeronautics and Space Administration (2003). *Earth system science data resources. Tapping into a wealth of data, information, and services*. NASA.

Nations Unies (1981). *Population distribution policies in development planning*. ST/ESA/SER.A /75 New York: Département des affaires économiques et sociales, Organisation des Nations Unies.

Obrist B., V. Arlt and E. Macamo (eds.) 2013 *Living in the city in Africa: processes of invention and intervention*. Vienne. LIT.

ONU-Habitat (2013). *Time to think urban*. 24ème session du Conseil des gouverneurs, Nairobi.

ONU-Habitat (2013). *Urban planning for city leaders*. HS/090/12E, Nairobi.

Organisation des Nations Unies (sans date) « Objectifs de développement durable. 17 objectifs pour transformer notre monde », disponible sur le site <http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/> (Consulté le 1^{er} décembre 2016).

Polèse, Mario (1994). *Economie urbaine et régionale. Logique spatiale des mutations économiques*. Paris. Economica.

Potts, D. (2009). “The slowing of sub-Saharan Africa’s urbanization: evidence and implications for urban livelihoods”, *Environment and Urbanization*, 21(1): 253-9.

Satterthwaite, David (2007). *The ten and a half myths that may distort the urban policies of government and international agencies*.

Satterthwaite, David (2010). *Urban myths and mis-use of data that underpin them*. Document de travail n° 2010/28, Helsinki. UNU-WIDER.

Tienda, M. et autres (2006) *Africa on the move: African migration and urbanization in comparative perspective*. Johannesburg. Wits University Press.

Vennetier, Pierre (1976). *Les villes d’Afrique tropicale*, *Annales de Géographie*, 1978, vol. 87, n° 481, p. 376 et suiv.